



carif-oref
de normandie

Une approche des risques d'illettrisme par la démarche statistique



EN
NORMANDIE

SOMMAIRE



Edito - Synthèse



Partie 1 Chiffres clés nationaux de l'illettrisme



6
7
8

Bien expliquer pour bien comprendre
Combien ? Qui ? Où ?
Zoom sur les Cria



Partie 2 Repérage de la population en situation d'illettrisme ou exposée



9
10
10
11
12
14

4,5 % des jeunes participants à la JDC sont considérés en situation d'illettrisme en Normandie
Près de 10 % des jeunes participants à la JDC rencontrent des difficultés dans le domaine de la lecture
Les Français 22^e à l'écrit, et 21^e pour le calcul sur 24 pays de l'OCDE
8 431 Normands bénéficiaires du dispositif Savoirs Essentiels entre 2018 et 2021
Plus de 107 000 jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation (Neet) en Normandie
Zoom sur le contrat d'engagement jeune



Partie 3 Repérage des difficultés en milieu scolaire



15
16
18
19
20

Chiffres clés de l'académie de Normandie
40 500 élèves de sixième concernés par les évaluations de français et mathématiques dans l'académie de Normandie
3,8 % des élèves en retard à l'entrée en sixième en Normandie
Les résultats de la France Pisa 2018 se situent au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE
Zoom sur l'accompagnement aux devoirs





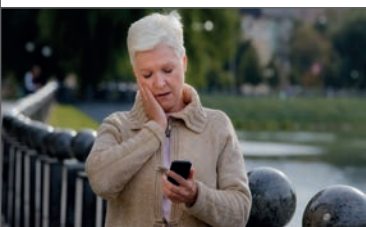
Partie 4

Conditions de vie et d'emploi en Normandie



21

- 21 Le taux moyen d'allocataires du RSA est de 5,6 %
- 22 Les départements séinomarin et ornais plus affectés par la pauvreté
- 22 Les familles monoparentales plus touchées par la pauvreté
- 23 Une diversité départementale des profils de pauvreté
- 24 Un « niveau de vie » inférieur à celui du national
- 24 39 % des demandeurs d'emploi sont des chômeurs de longue durée
- 25 Un Normand en emploi sur dix n'a aucun diplôme
- 25 Quel environnement familial et cadre de vie pour les 0-17 ans ?
- 26 Près de 104 000 enfants de moins de 25 ans vivent dans une famille sans actif occupé
- 26 Zoom sur le plan de soutien aux associations de solidarité



Partie 5

Accès au numérique / situation d'illectronisme



27

- 27 12 % des Français n'ont pas d'équipement internet et près de la moitié présente au moins une incapacité numérique
- 28 Le profil des personnes en situation d'illectronisme
- 30 L'inclusion numérique à l'heure du Covid
- 30 Zoom sur France Services en Normandie



Partie 6

La Lecture : Grande Cause nationale

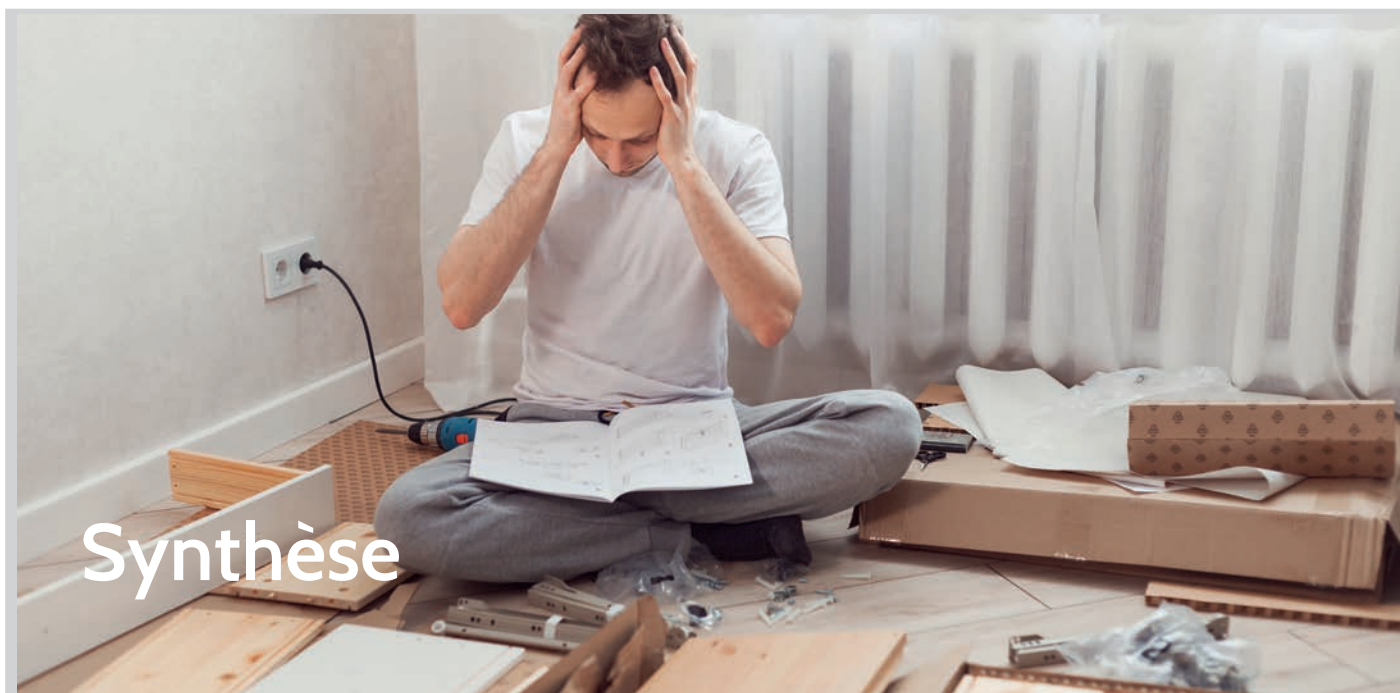


32

- 32 Présentation de la Grande Cause nationale dédiée à la lecture
- 33 Quelques chiffres nationaux relayés par le collectif « L'Alliance pour la lecture »
- 34 Témoignage de Corinne Do Nascimento de l'association Lire à voix haute Normandie



Sitographie 38
Bibliographie 39



Synthèse

EDITO

La question de la prévention et de la lutte contre l'illettrisme est d'importance. En Normandie, 8 % de la population est en situation d'illettrisme (7 % pour la France métropolitaine)*.

Depuis plusieurs années, la mobilisation des acteurs est à la hauteur des enjeux. Il reste cependant à poursuivre cette dynamique et à donner des impulsions politiques et institutionnelles que cette cause mérite.

Le Carif-Oref de Normandie, pour sa part, via son Centre de ressources illettrisme et analphabétisme (Cria) et à l'initiative du comité technique du Plan régional de prévention et de lutte contre l'illettrisme, a fait le choix d'approfondir la problématique des risques d'illettrisme par la création d'un observatoire dédié. Ce projet a suscité l'intérêt du comité scientifique et d'évaluation de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) qui a auditionné le Cria en 2021 dans le cadre de la réflexion nationale sur la nécessité de disposer régulièrement de données fiables.

Un travail de recensement des différentes ressources disponibles et expérimentations réalisées a été lancé dès l'été 2021 en s'appuyant sur les préconisations du comité scientifique et d'évaluation de l'ANLCI. La capitalisation des indicateurs disponibles ou à envisager a été réalisée ensuite au sein du Carif-Oref par sa mission observatoire avec l'appui du Cria et de ses partenaires.

L'observatoire des risques d'illettrisme est aujourd'hui en place, visant à approcher par des éléments statistiques détaillés les environnements socio-économiques susceptibles de générer des situations d'illettrisme. C'est le fruit de ce travail de réflexion et d'analyse qui vous est présenté dans ces pages, première pierre pour une meilleure compréhension des risques d'illettrisme dans notre région.

Luc Chevalier

*(Source enquête Information Vie Quotidienne - IVQ - 2012)

Le phénomène de l'illettrisme est complexe à appréhender statistiquement et en l'absence de mesures précises et régulièrement à jour, il nous a paru utile de proposer une approche des risques d'illettrisme, notamment par l'observation statistique des conditions de scolarité, des conditions de vie et par l'analyse des environnements socio-culturels de la population.

On parle d'illettrisme pour des personnes qui, après avoir été scolarisées en France, n'ont pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture, du calcul, des compétences de base, pour être autonomes dans les situations simples de la vie courante. Depuis quelques années, le socle de compétences de base intègre également le numérique.

En Normandie, **8 % de la population âgée de 18 à 65 ans est en situation d'illettrisme** (7 % en France métropolitaine), 53 % d'entre eux ont plus de 45 ans et 51 % sont en emploi.

Le repérage des jeunes en situation d'illettrisme ou exposés se fait grâce à la Journée Défense Citoyenneté (JDC). En Normandie, **4,5 % des jeunes participant à la JDC 2020 sont en situation d'illettrisme** selon les critères de l'ANLCI et 9,6 % ont rencontré des difficultés dans le domaine de la lecture avec plusieurs profils : ceux qui possèdent un niveau lexical oral correct mais ne parviennent pas à comprendre un texte écrit, ceux qui ont des mécanismes de lecture déficitaires et d'autres qui ont un niveau de lexique correct, mais comprennent mal ce qu'ils lisent.



Une autre population est fortement exposée à un risque d'illettrisme, les Neet. Ils sont **107 000 jeunes à être ni en emploi, ni en études, ni en formation en Normandie**. Parmi eux, 70 % sont en recherche d'emploi et 30 % sont inactifs. Le faible niveau de qualification est important : ceux qui n'ont aucun diplôme ou au mieux le brevet des collèges représentent 34 % du total des jeunes Neet.

Les premières difficultés d'apprentissage peuvent être repérées à l'école, notamment grâce aux évaluations effectuées à différents niveaux. Celles menées en classe de sixième sur l'académie de Normandie révèlent que 72 % des élèves de sixième ont une maîtrise satisfaisante des connaissances et compétences en français et 58 % en mathématiques. Ces évaluations permettent d'identifier les acquis et d'évaluer les besoins de l'élève pour adapter ensuite les pratiques pédagogiques.

A la rentrée 2021 sur notre territoire, 3,8 % des élèves étaient en retard à leur entrée en sixième (soit 1 512 élèves sur 39 680 entrants en sixième).

Pisa, le programme international pour le suivi des acquis des élèves, permet de situer le niveau des élèves français par rapport aux autres pays de l'OCDE. Il ressort qu'en compréhension de l'écrit, culture mathématique et culture scientifique, **le score moyen de la France se situe au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE**. Celui-ci est stable depuis 2009 alors qu'il avait fortement progressé entre 2000 et 2009.

Le risque d'illettrisme est souvent la résultante de ce qui n'a pas été appris ou mal acquis à l'école mais celle-ci n'est pas la seule responsable. La question de l'éloignement socio-culturel des classes sociales défavorisées est également posée.

En Normandie, **193 000 ménages (soit 431 500 personnes) vivent sous le seuil de pauvreté monétaire** soit 13,5 % des Normands (14,6 % pour la France métropolitaine), ce taux variant de 10,2 % à 16,3 % selon l'arrondissement. Les femmes sont plus affectées que les hommes par la pauvreté : 32 % des familles monoparentales vivent sous le seuil de pauvreté, et 8 sur 10 de ces familles ont une femme comme personne référente.

L'observation de l'environnement et du cadre familial des moins de dix-sept ans offre une image assez précise des populations fragilisées. Ainsi, en Normandie :

- L'indice de position sociale (IPS) moyen des parents est de 101,4
- 33,1 % ont leurs deux parents qui ont un diplôme inférieur au baccalauréat voire aucun diplôme
- 7,8 % ont au moins un parent qui est au chômage de longue durée
- 19,3 % vivent au sein d'une famille monoparentale
- 6,8 % vivent dans un logement surpeuplé

Un autre phénomène touche 13 millions de personnes en France : **l'illectronisme**. Encore appelé illettrisme numérique, il définit l'inaptitude d'un individu à utiliser les appareils numériques et les outils informatiques du quotidien. **12 % des Français n'ont pas d'équipement internet et près de la moitié présente au moins une incapacité numérique**. A l'heure du Covid, les nouvelles habitudes numériques creusent les inégalités et mettent au ban les personnes les plus fragiles. Les foyers les plus modestes, les personnes les plus âgées, les moins diplômées, les agriculteurs et les ouvriers sont les plus touchées par l'illectronisme.

Grâce aux acteurs engagés sur le terrain, **des actions sont menées en Normandie pour prévenir et lutter contre l'illettrisme** : les missions du Centre Ressource Illettrisme et Analphabétisme du Carif-Oref de Normandie, les dispositifs régionaux (ex : programme Savoirs essentiels et Savoirs numériques), les actions de l'Education nationale dans l'académie de Normandie (ex : Devoirs faits), les lieux d'accueil et d'accès aux services publics (ex : France Services) ou bien encore le plan de soutien aux associations de solidarité pour lutter contre la pauvreté et aider à l'insertion concourent à combattre le phénomène.

Pour l'année 2021-2022, la lecture a été érigée en Grande Cause nationale par le président de la République. La lecture constitue un vecteur de transmission du savoir, de culture, d'égalité des chances et, au-delà, d'épanouissement personnel pour tous. L'enjeu du collectif « L'Alliance pour la lecture » est de faire de la lecture un facteur d'inclusion sociale et de lutte contre les inégalités partout en France.



Partie 1

Chiffres clés nationaux de l'illettrisme

BIEN EXPLIQUER
POUR BIEN COMPRENDRE



J'AI ÉTÉ SCOLARISÉ

JE N'AI PAS ÉTÉ SCOLARISÉ

La scolarisation a eu lieu
en langue française

La scolarisation n'a pas eu
lieu en langue française

Analphabétisme :
On parle d'analphabétisme
pour désigner
des personnes qui n'ont
jamais été scolarisées.
Il s'agit pour elles d'entrer
dans un premier niveau
d'apprentissage.

Situation d'illettrisme :
on parle d'illettrisme
pour des personnes qui,
après avoir été scolarisées
en France, n'ont pas acquis
une maîtrise suffisante
de la lecture, de l'écriture,
du calcul, des compétences
de base, pour être
autonomes dans
les situations simples
de la vie courante.

Français langue étrangère :
pour les nouveaux arrivants
dans notre pays,
dont ils ne parlent pas
la langue, on parle de Fle.
Il s'agit pour eux
d'apprendre la langue
du pays où ils résident.



COMBIEN ? QUI ? OÙ ?

UN CHIFFRE GLOBAL ÉLEVÉ



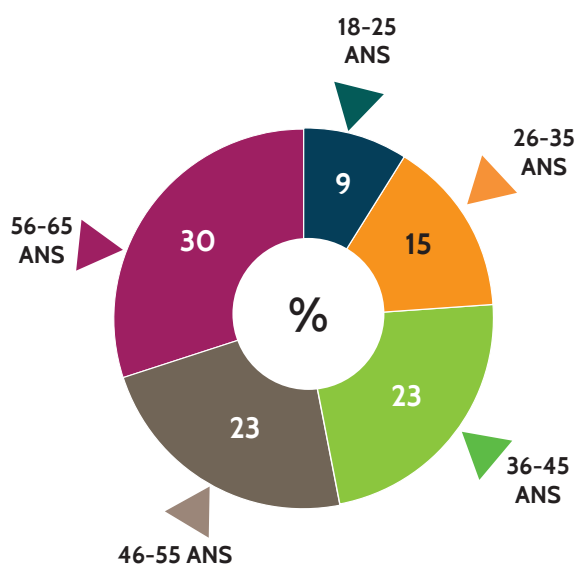
soit
7 % de la population âgée de 18 à 65 ans
résidant en France métropolitaine
et ayant été scolarisée en France,
est en situation d'illettrisme



6 sur 10 sont des hommes



53 % des personnes en situation d'illettrisme
ont plus de 45 ans



Plus de la moitié des personnes en situation
d'illettrisme ont un emploi



51 %
sont
en emploi



10 %
sont au
chômage



17,5 %
sont
retraités

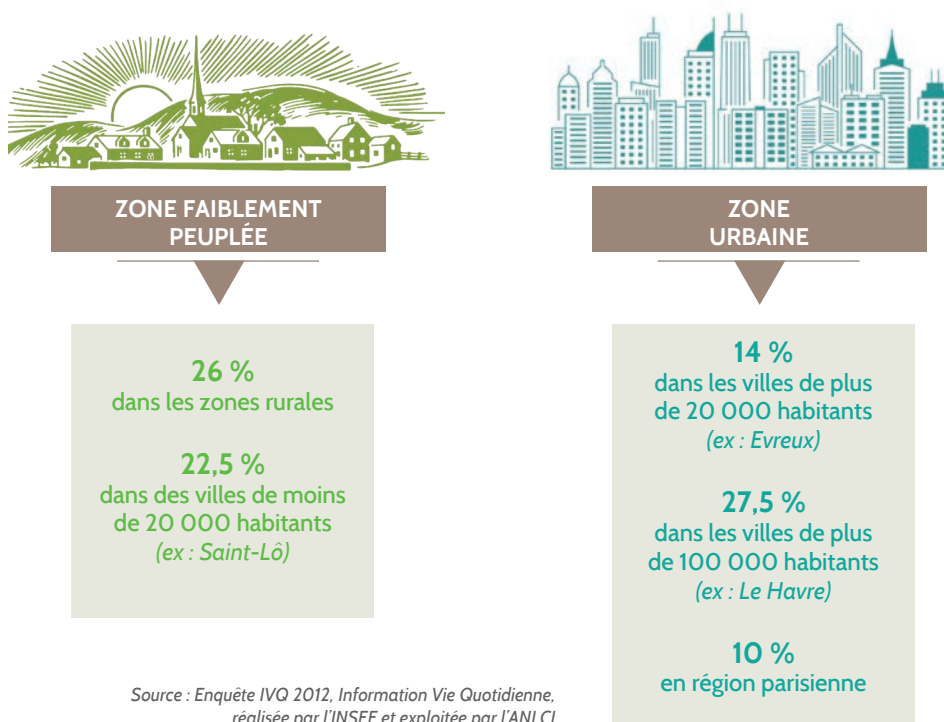


13,5 %
sont en formation
ou en inactivité



8 %
sont
au foyer

Un équilibre entre les zones faiblement peuplées et les zones urbaines



ZOOM SUR

Les Centres Ressources Illettrisme et Analphabétisme (Cria)

En France, les Cria sont garants de quatre missions principales d'intérêt général inscrites dans le canevas national de l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI) :

- Veille / Information et orientation / Documentation
- Sensibilisation / Qualification / Professionnalisation des acteurs
- Expertise / Conseil / Ingénierie pédagogique / Appui technique
- Observation de l'évolution des situations d'illettrisme

Ils sont au nombre de 26.

En Normandie, le Cria est porté par le Carif-Oref. C'est un outil régional au service des décideurs institutionnels, des professionnels et du grand public. Ses missions en plus de la prévention et de la lutte contre l'illettrisme sont étendues à l'analphabétisme et au français langue étrangère.

Plus d'infos sur [IPI Normandie](#)



Partie 2

Repérage de la population en situation d'illettrisme ou exposée



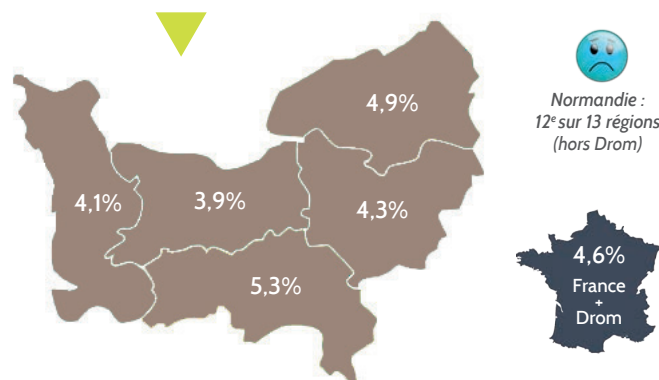
Source : Lancôme, Write her future (programme international de lutte contre l'illettrisme des jeunes femmes)

4,5 % DES JEUNES PARTICIPANTS À LA JDC SONT CONSIDÉRÉS EN SITUATION D'ILLETTRISME EN NORMANDIE

En Normandie, 8 % des habitants âgés de 16 à 65 ans sont identifiés en situation d'illettrisme*.

A ce jour, seule la Journée Défense Citoyenneté (JDC) permet de disposer de chiffres sur l'illettrisme chez les jeunes. L'Évaluation des compétences des adultes (Piaac) quant à elle, donne une indication sur le niveau de compétences des adultes en comparaison avec 24 autres pays. Ces données concernent des populations soumises à des évaluations. Néanmoins une autre catégorie de population y échappe : celle des jeunes normands ni en emploi, ni en études, ni en formation, qui, confrontés à des difficultés scolaires et/ou sociales peuvent être en situation d'illettrisme.

PART DES JEUNES EN SITUATION D'ILLETTRISME SELON LE DÉPARTEMENT



Source : DEPP - Juin 2021, traitement Carif-Oref

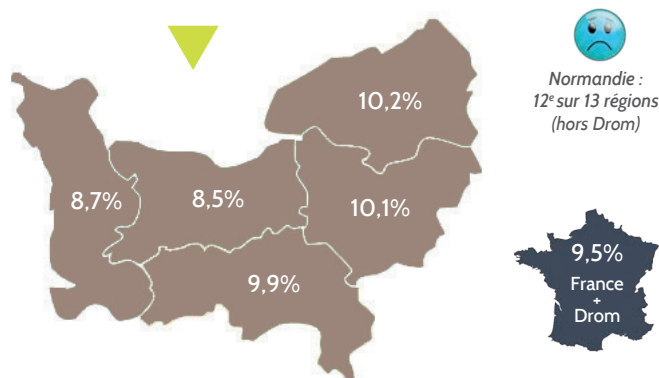
*(Source : « Les Haut-Normands face aux savoirs de base - Lire - Ecrire - Compter », Insee, Crefor, Septembre 2013)

En Normandie, 4,5 % des jeunes participant à la Journée défense citoyenneté 2020 sont en situation d'illettrisme selon les critères de l'ANLCI, c'est-à-dire qu'ils ont un déficit important de vocabulaire, une très faible compréhension en lecture suivie et une très faible capacité à rechercher des informations. Ce taux est quasi identique à la moyenne nationale (Départements et régions d'outre-mer (Drom) inclus). En Normandie, c'est le département de l'Orne qui a le taux le plus élevé avec 5,3 %.



PRÈS DE 10 % DES JEUNES PARTICIPANTS À LA JDC RENCONTRENT DES DIFFICULTÉS DANS LE DOMAINE DE LA LECTURE

PART DES JEUNES EN DIFFICULTÉ DE LECTURE SELON LE DÉPARTEMENT



Avertissement : en raison de la crise sanitaire, la participation aux JDC a été bien moins élevée que celle observée les années précédentes (437 00 jeunes en France contre 720 000 jeunes en moyenne tous les ans).

Source : DEPP - Juin 2021, traitement Carif-Oref

En Normandie, 9,6 % des jeunes participants à la Journée défense et citoyenneté 2020 ont rencontré des difficultés dans le domaine de la lecture avec plusieurs profils : ceux qui ont un niveau lexical oral correct mais ne parviennent pas à comprendre un texte écrit, ceux qui ont des mécanismes de lecture déficitaires et d'autres qui ont un niveau de lexique correct, mais comprennent mal ce qu'ils lisent. Ce taux est quasi identique à la moyenne nationale (Drom inclus). En Normandie, c'est le département de la Seine-Maritime qui a le taux le plus élevé avec 10,2 %. Si aucune remédiation n'est proposée à ces jeunes en grandes difficultés, ils risquent de se retrouver en situation d'illettrisme à l'âge adulte.



LES FRANÇAIS 22^e À L'ÉCRIT, ET 21^e POUR LE CALCUL SUR 24 PAYS DE L'OCDE

L'Évaluation des compétences des adultes (Piaac) évalue le niveau de compétences des 16-65 ans en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans des environnements à forte composante technologique. Il s'agit des « compétences clés en traitement de l'information » pertinentes pour les adultes dans de nombreux contextes sociaux et professionnels, et nécessaires à leur pleine intégration et participation au marché du travail, à l'éducation, à la formation et à la vie sociale et civique.

En 2012, 166 000 personnes de 24 pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques) ont participé à cette évaluation dont 7 000 personnes en France.

En France, parmi les personnes âgées de 16 à 65 ans évaluées :

- 22 % ont un faible niveau de compétences dans le domaine de l'écrit (16 % pour l'ensemble des pays participants), seuls 7,7 % des adultes français se situent aux deux niveaux les plus élevés de compétences en littératie
- 28 % ont un faible niveau de compétences dans le domaine des chiffres (19 % pour l'ensemble des pays participants), seuls 8,3 % des adultes français se situent aux deux niveaux les plus élevés de compétence en numératie.

Les différences de compétences entre générations sont assez marquées en comparaison avec les autres pays. Les résultats des 45-65 ans contribuent en grande partie aux mauvaises

performances de notre pays, les 16-44 ans obtenant des scores plus proches de la moyenne. Chez les 16-24 ans, l'écart est moins important même s'ils affichent toujours des compétences inférieures à la moyenne de l'OCDE pour le même groupe d'âge.

Source : OCDE, enquête PIAAC, 2012.

8 431 NORMANDS BÉNÉFICIAIRES DU DISPOSITIF SAVOIRS ESSENTIELS ENTRE 2018 ET 2021

La Région Normandie propose le dispositif « Savoirs Essentiels », une formation adaptée aux adultes pour leur permettre de travailler le français et les mathématiques et ainsi dépasser toutes les difficultés de la vie professionnelle et quotidienne.

Le nombre de stagiaires était de :

- 2 199 en 2018
- 2 274 en 2019
- 1 923 en 2020
- 2 035 en 2021

soit 8 431 Normands bénéficiaires du dispositif Savoirs Essentiels sur les quatre dernières années.

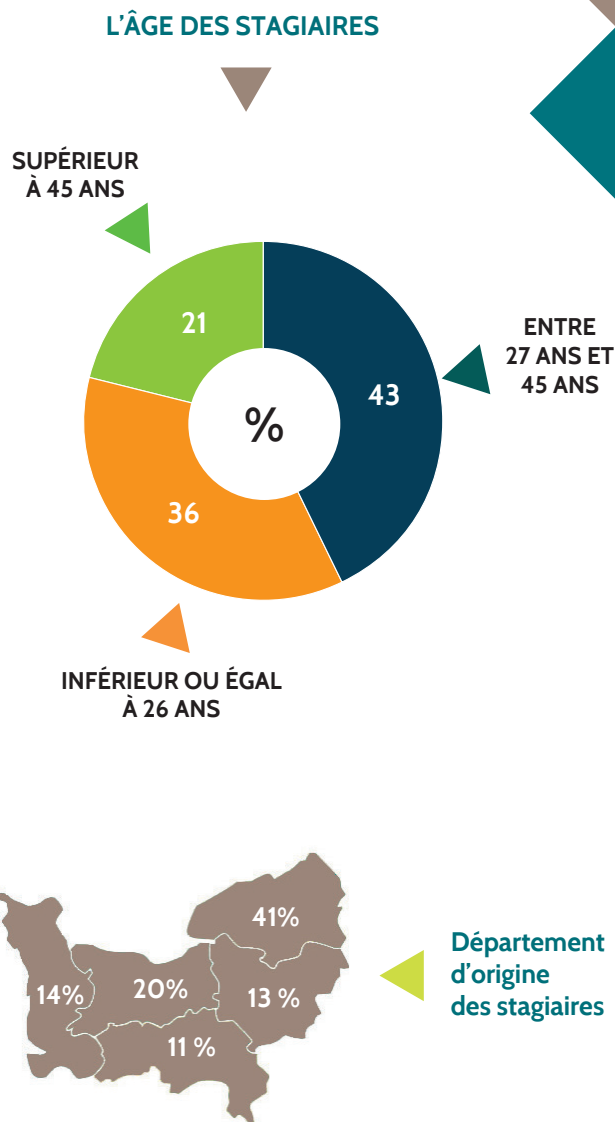
LE PROFIL DES STAGIAIRES EN 2021



57 %



43 %



27 %

sont reconnus travailleurs en situation de handicap



27 %

sont bénéficiaires du RSA



Plus de la moitié des stagiaires n'a aucun diplôme.

Source : Région Normandie, traitement Carif-Oref

LA SITUATION À L'ENTRÉE EN FORMATION

INACTIFS (HORS EN FORMATION), SCOLAIRES, RETRAITÉS

10%

DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 6 MOIS

33%

DEMANDEURS D'EMPLOI DE 6 À 12 MOIS

18%

DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 12 MOIS

34%

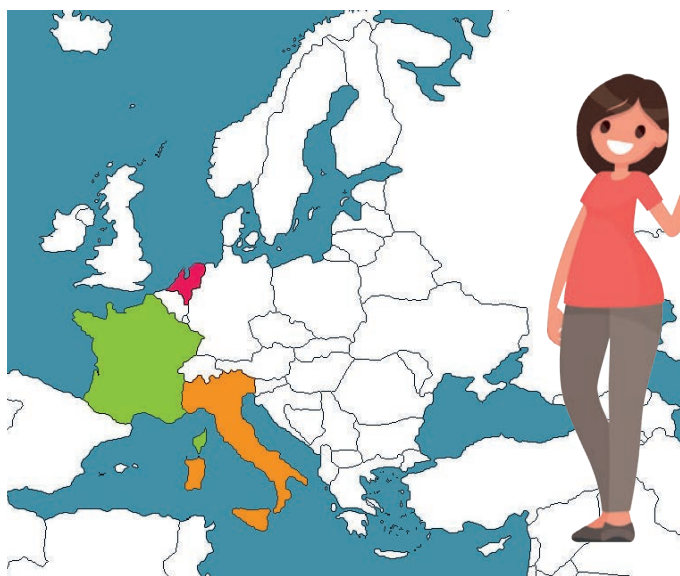
SALARIÉS

5%

Source : Région Normandie, traitement Carif-Oref

PLUS DE 107 000 JEUNES NI EN EMPLOI, NI EN ÉTUDES, NI EN FORMATION (NEET) EN NORMANDIE

La notion de « Neet » (*Not in employment, education or training*) fait référence aux jeunes âgés de 15 à 29 ans qui ne sont ni en emploi, ni en éducation et ni en formation. Ces publics se trouvent dans des situations sociales très diverses pouvant aller jusqu'à une grande précarité.



A SAVOIR

(données Eurostat 2018)

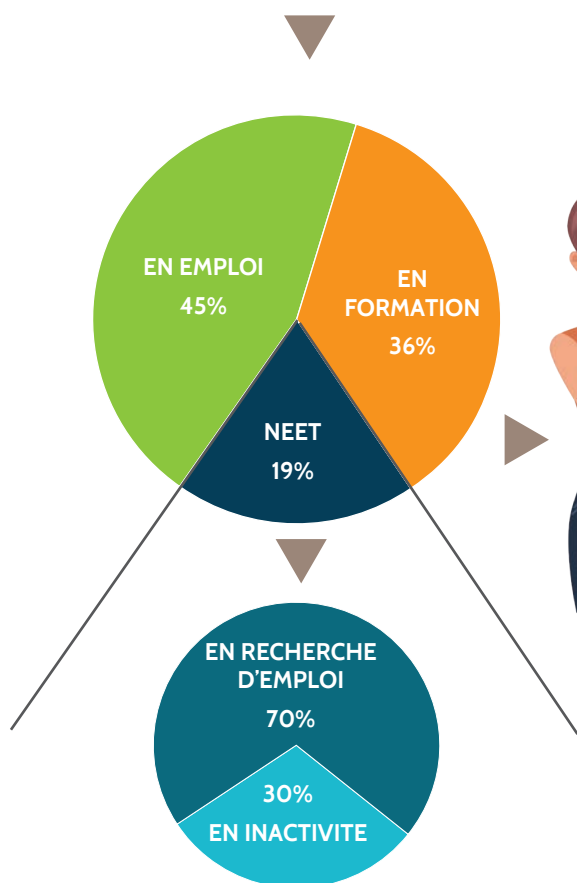
Part des Neets en Union européenne : 12,9 %

Part la plus faible : Pays-Bas avec 5,7 %

France : 13,6 %

Part la plus élevée : Italie avec 23,5 %

SITUATION DES JEUNES NORMANDS ÂGÉS DE 15 À 29 ANS



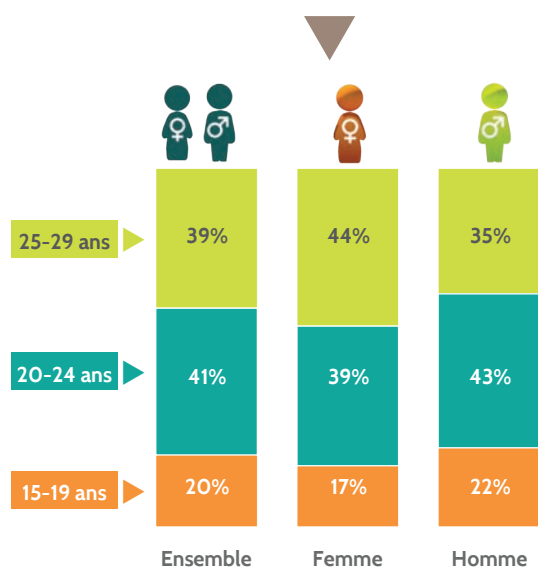
La Normandie compte 561 990 jeunes âgés de 15 à 29 ans parmi lesquels :

- 36 % sont en formation
- 45 % sont en emploi
- 19 % sont identifiés comme Neet soit 107 493 jeunes. Parmi eux, 70 % sont en recherche d'emploi et 30 % sont inactifs.

50,4 % des Neet sont des femmes

Source : Insee, RP 2018, traitement Carif-Oref

RÉPARTITION DES NEET PAR CATÉGORIE D'ÂGE SELON LE GENRE

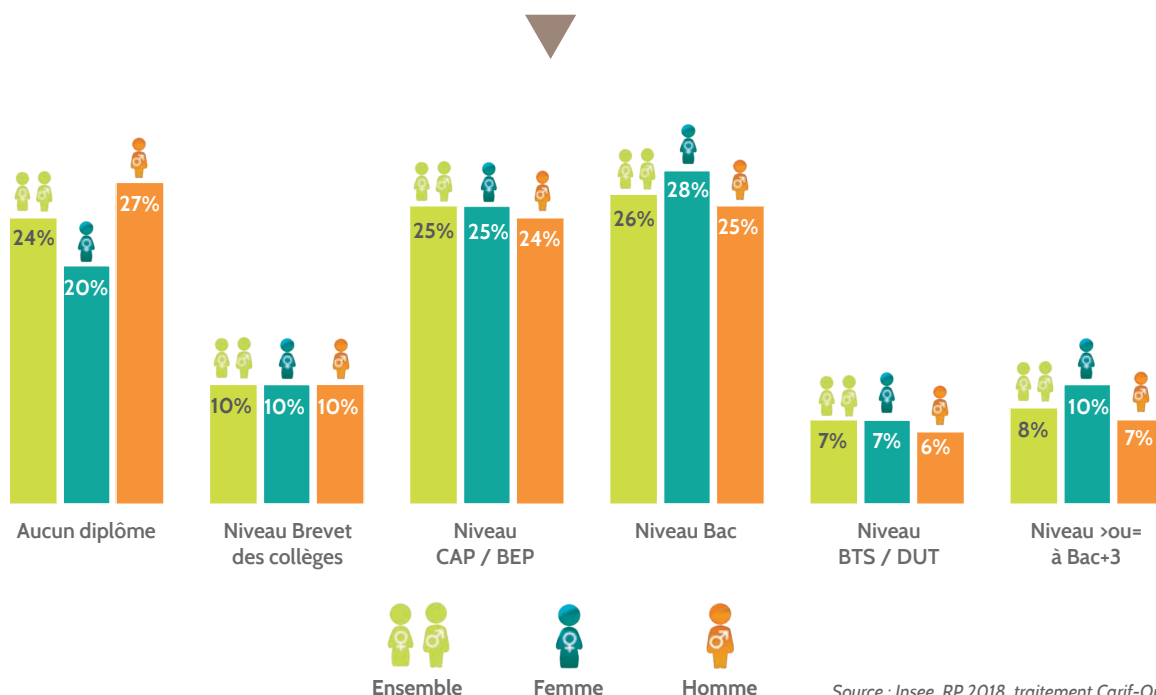


Source : Insee, RP 2018, traitement Carif-Oref

Parmi les Neet, la part des hommes est plus importante que celle des femmes pour les deux premières catégories d'âge mais cette tendance s'inverse pour les 25-29 ans, ce qui peut s'expliquer entre autres, par une « inactivité » des femmes (femme au foyer) liée à l'arrivée d'un ou plusieurs enfants.

Pour les femmes comme pour les hommes, le risque de s'éloigner de l'emploi ou/et de la formation s'accroît avec l'âge.

RÉPARTITION DES NEET SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME ET PAR GENRE



Le faible niveau de qualification est important : ceux qui n'ont aucun diplôme ou au mieux le brevet des collèges représentent 34 % du total des jeunes Neet. La part des Neet ayant un niveau CAP/BEP est quasi équivalente chez les femmes et les hommes, respectivement 25 % et 24 %. En revanche, la part des femmes est plus importante que celle des hommes pour le niveau Bac et le niveau supérieur ou égal à Bac +2.



ZOOM SUR

Le contrat d'engagement jeune, le nouveau dispositif pour accompagner les Neet

Le contrat d'engagement jeune s'adresse à toutes les personnes âgées de 16 à 25 ans qui ne sont ni en formation ni en activité, jusqu'à 29 ans pour les personnes en situation de handicap.

Le contrat d'engagement jeune c'est :

- un accompagnement de 15 h à 20 h par semaine sur six à douze mois. Le suivi se fait avec un conseiller dédié et l'objectif est d'orienter le bénéficiaire vers l'emploi : service civique, stage, immersion en entreprise, ateliers pros, etc.
- une allocation de 500 euros maximum par mois pour les plus précaires

Contact : Pôle emploi ou la Mission locale

Plus d'infos sur 1jeune1solution.fr



Partie 3

Repérage des difficultés en milieu scolaire



Source : Lancôme, Write her future (programme international de lutte contre l'illettrisme des jeunes femmes)

Dans l'académie de Normandie, l'espérance d'obtenir le Bac pour un élève de sixième est de 76 % s'il rencontre tout au long de son parcours scolaire les conditions scolaires que connaissaient les jeunes en 2020.

Pour avoir une connaissance précise des compétences des élèves et les aider au mieux dans les apprentissages, des évaluations en français et en mathématiques sont réalisées à différents niveaux et celles menées en classe de sixième permettent de proposer aux collégiens différents dispositifs d'accompagnement à l'instar de Devoir Faits.

CHIFFRES CLÉS DE L'ACADÉMIE DE NORMANDIE



43 091
enseignants



307 918 élèves
élèves du premier
degré dans 2 614 écoles

22,6 élèves
par classe en
pré-élémentaire

21,8 élèves
par classe en
élémentaire



165 302 élèves
dans 391 collèges

25,0 élèves
par classe



108 534 élèves
dans 192 lycées et Erea*
(dont 32 921 lycéens profes-
sionnels dans 57 lycées)

21,2 élèves
par classe dans les
formations générales
et technologiques

30,1 élèves
par classe dans
les formations
professionnelle



34 068
apprentis



109 000
étudiants



16 408 élèves
en situation de handicap scolarisés en
milieu ordinaire (données 2019) accom-
pagnés par 5 200 AESH (Accompagnants
des Elèves en Situation de Handicap).

100 % des classes de CP
sont dédoublées en réseau
d'éducation prioritaire

Taux de réussite aux diplômes :

**88,4 % au diplôme national
du Brevet**

93,9 % au Baccalauréat
(session 2021)

*Erea : établissement régional
d'enseignement adapté

Source : Rectorat de Normandie, nombre d'élèves
(prévision rentrée 2021), nombre d'élèves par classe
(rentrée 2020-2021), taux de réussite
(session 2021), Cci Normandie



40 500 ÉLÈVES DE SIXIÈME CONCERNÉS PAR LES ÉVALUATIONS DE FRANÇAIS ET MATHÉMATIQUES DANS L'ACADÉMIE DE NORMANDIE

En début d'année scolaire, chaque élève de sixième des établissements publics et privés passe une évaluation. Celle-ci permet d'identifier les acquis et d'évaluer les besoins de l'élève pour adapter ensuite les pratiques pédagogiques.

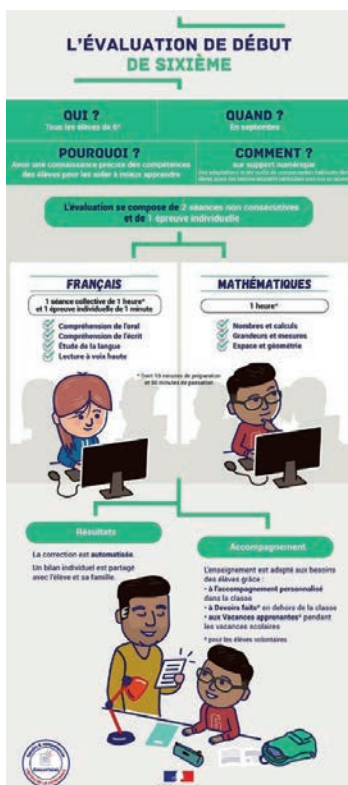


EVALUATION DE FRANÇAIS

EVALUATION DE MATHÉMATIQUES



Source : DEPP, évaluations de septembre 2019, public et privé sous contrat



Dans l'académie de Normandie, 72 % des élèves de sixième ont une maîtrise satisfaisante des connaissances et compétences en français et 58 % en mathématiques.





LES RÉSULTATS DES ÉVALUATIONS SELON LES COLLÈGES LES PLUS FAVORISÉS ET LES MOINS FAVORISÉS SOCIALEMENT

EVALUATION DE FRANÇAIS

Score moyen en français	Score moyen en français des élèves des 20 % des collèges les moins favorisés	Score moyen en français des élèves des 20 % des collèges les plus favorisés	Écart collèges favorisés/moins favorisés en français
251	235	266	31
255	232	274	42

◀ NORMANDIE ▶

◀ FRANCE ▶

En français, l'académie de Normandie affiche un score moyen inférieur à la moyenne nationale (251 contre 255). Toutefois, l'écart de score entre les élèves des collèges les plus favorisés socialement et ceux des collèges les moins favorisés au sein de l'académie est moins élevé que celui de la France (31 points contre 42).

EVALUATION DE MATHÉMATIQUES

Score moyen en mathématique	Score moyen en mathématiques des élèves des 20 % des collèges les moins favorisés	Score moyen en mathématiques des élèves des 20 % des collèges les plus favorisés	Écart collèges favorisés/moins favorisés en mathématiques
246	229	260	31
249	224	269	46

En mathématiques, l'académie de Normandie affiche un score moyen inférieur à la moyenne nationale (246 contre 249). Mais comme pour l'évaluation de français, l'écart de score entre les élèves des collèges les plus favorisés socialement et ceux des collèges les moins favorisés au sein de l'académie est moins élevé que celui de la France (15 points de différence).

Champ : France métropolitaine + Drom + Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon, public + privé sous contrat.
Source : évaluation exhaustive de début de sixième, octobre 2019, MENJ-DEPP, traitement Carif-Oref

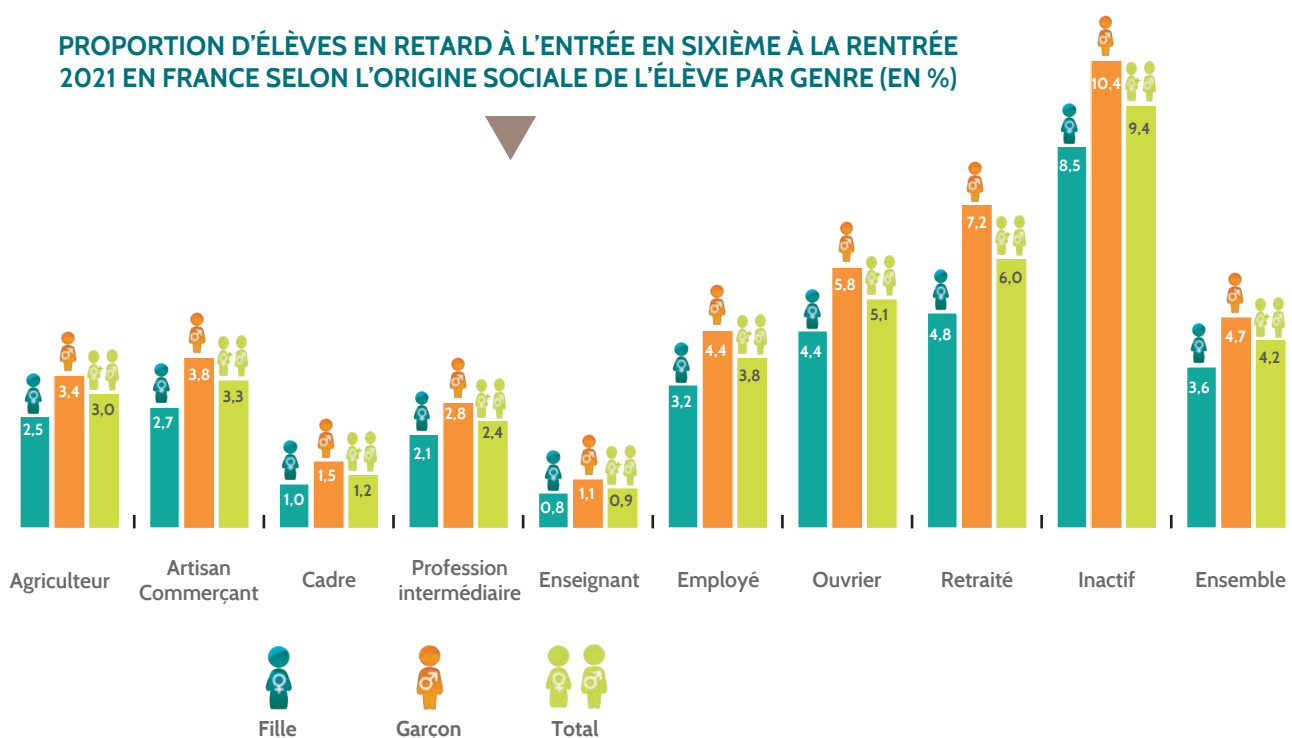


3,8 % DES ÉLÈVES EN RETARD À L'ENTRÉE EN SIXIÈME EN NORMANDIE

A la rentrée 2021, dans l'académie de Normandie, 3,8 % des élèves étaient en retard à leur entrée en sixième (soit 1 512 élèves sur 39 680 entrants en sixième). Au niveau national, ce taux est de 4,2 %.



PROPORTION D'ÉLÈVES EN RETARD À L'ENTRÉE EN SIXIÈME À LA RENTRÉE 2021 EN FRANCE SELON L'ORIGINE SOCIALE DE L'ÉLÈVE PAR GENRE (EN %)



Au niveau national, les enfants de retraités et d'inactifs sont les plus concernées par le retard à l'entrée en sixième respectivement 6,0 % et 9,4 %.

Les pourcentages les moins élevés concernent les enfants d'enseignants (0,9 %) et les cadres (1,2 %).

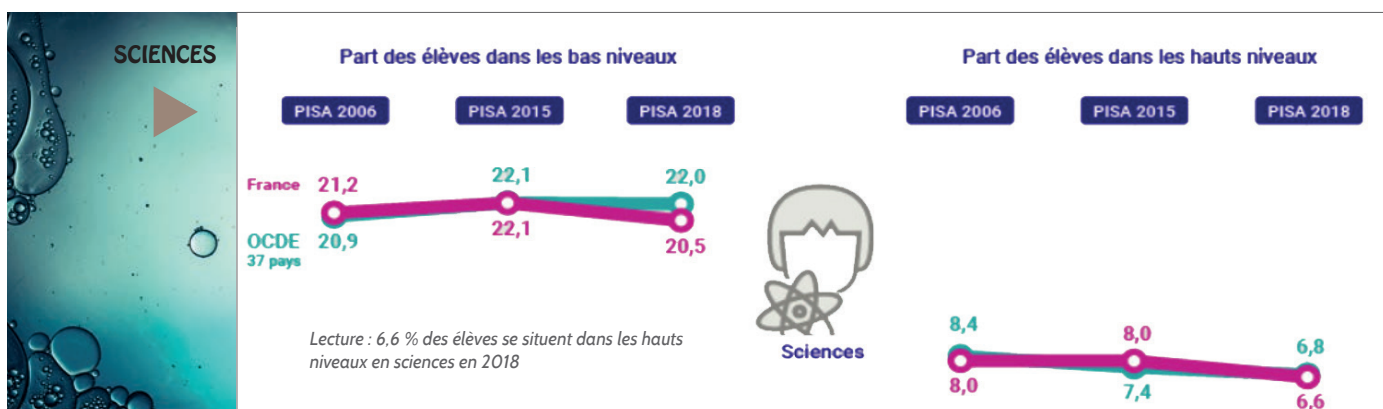
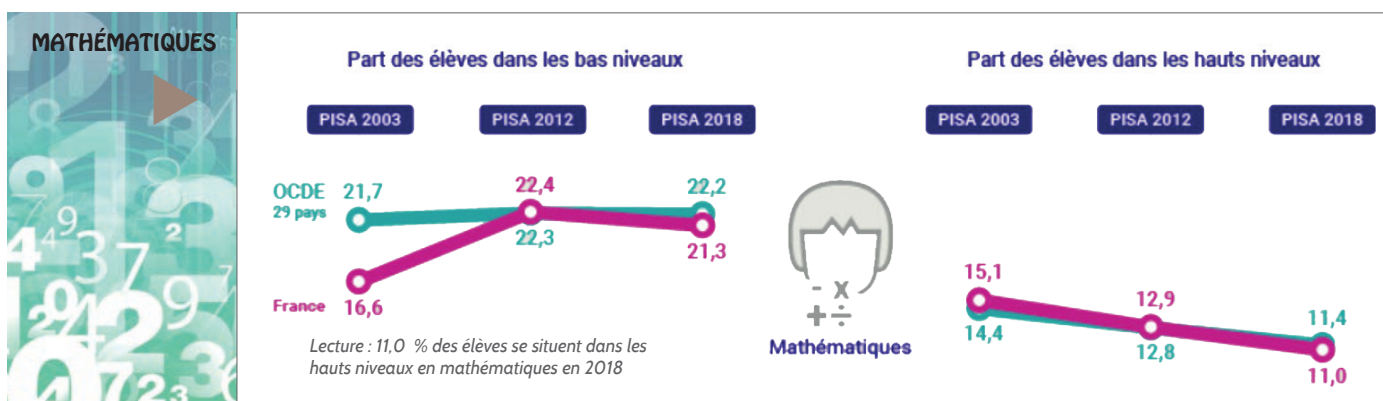
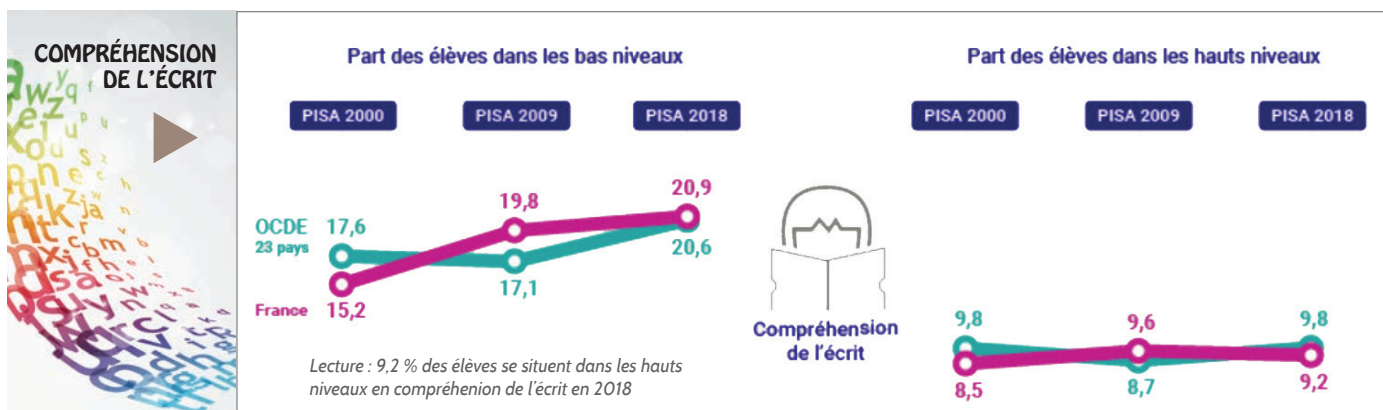
Le retard à l'entrée en sixième touche davantage les garçons que les filles et ce, quelle que soit l'origine sociale de l'élève.

LES RÉSULTATS DE LA FRANCE PISA 2018 SE SITUENT AU-DESSUS DE LA MOYENNE DES PAYS DE L'OCDE



Pisa, le programme international pour le suivi des acquis des élèves, est la plus grande étude internationale menée auprès d'élèves. L'objectif est de mesurer l'efficacité des systèmes éducatifs en comparant les performances des élèves et en évaluant leurs capacités à mobiliser leurs connaissances scolaires et à les utiliser dans la vie quotidienne.

79 pays ont participé à l'étude en mai 2018. En France, elle a été menée dans 252 établissements auprès de 6 300 jeunes de 15 ans, qu'ils soient scolarisés dans un établissement public ou privé sous contrat, au collège ou en lycée agricole, général, technologique ou professionnel. Une nouvelle enquête (Pisa 2022) est en cours avec des résultats qui seront publiés en décembre 2023.



Source : MENJ-DEPP, OCDE-PISA



SCORE MOYEN DE LA FRANCE ET DE L'ENSEMBLE DES PAYS DE L'OCDE SUR L'ÉCHELLE INTERNATIONALE EN COMPRÉHENSION DE L'ÉCRIT, MATHÉMATIQUES ET CULTURE SCIENTIFIQUE DANS PISA 2018

	FRANCE	ENSEMBLE DES PAYS DE L'OCDE
Compréhension de l'écrit	493	487
Mathématiques	495	489
Sciences	493	489

Source : MENJ-DEPP, OCDE-PISA, traitement Carif-Oref

En compréhension de l'écrit, culture mathématique et culture scientifique, le score moyen de la France se situe au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques). Celui-ci est stable depuis 2009 alors qu'il avait fortement progressé entre 2000 et 2009.

Les scores des garçons et des filles sont comparables en culture scientifique. En revanche, en culture mathématique les performances des garçons sont supérieures à celles de filles et en compréhension de l'écrit, ce sont les filles qui obtiennent un meilleur score que les garçons. La France est l'un des pays de l'OCDE où le lien entre le statut socio-économique et la performance dans Pisa est le plus fort avec

une différence de 107 points entre les élèves issus d'un milieu favorisé et ceux issus d'un milieu défavorisé alors que l'écart moyen de l'ensemble des pays de l'OCDE est de 88 points. Les indicateurs sur les attitudes et les comportements des élèves montrent que 78 % des élèves français envisagent des études supérieures. Pour les élèves avec un niveau élevé en mathématiques et en sciences, les projets professionnels diffèrent : parmi eux, une carrière d'ingénieur pour 17 % des filles contre 33 % des garçons et un métier lié à la santé pour 28 % des filles contre 13 % des garçons. Les élèves français ne sont pas plus anxieux que ceux des autres pays de l'OCDE mais ils se disent moins en confiance pour leur capacité à affronter des difficultés.

A savoir : Les élèves pour qui des difficultés seront repérées par les évaluations de français et mathématiques en 6^e seront incités à profiter du dispositif " Devoirs faits ".

ZOOM SUR

L'accompagnement aux devoirs : une aide précieuse pour les collégiens

Selon le baromètre du rapport à l'école des collégiens, pour 70 % des collégiens, l'aide aux devoirs est importante ou très importante. 21 % d'entre eux déclarent que leurs parents les aident souvent à faire leurs devoirs. Pour ceux qui n'ont pas suffisamment d'aide à la maison, il existe le dispositif « Devoirs faits » qui permet aux enfants de faire leurs devoirs au collège : ce dispositif étant utilisé par 34,5 % d'entre eux.

Dans l'académie de Normandie, depuis la rentrée 2020, le dispositif « Devoirs faits » est :

- renforcé en présentiel, à raison de 3 heures hebdomadaires par élève volontaire pour tous les niveaux et de 4 heures en sixième ;
- proposé à distance, en particulier auprès des élèves en établissements périurbains et ruraux car dépendants des transports scolaires. Cette expérimentation permet le suivi à distance du travail des élèves par les professeurs (salle virtuelle en groupe, visio-conférence ou encore permanence téléphonique) en lien étroit avec les familles déjà engagées pendant la crise sanitaire. L'objectif est de réduire les écarts d'apprentissage grâce au diagnostic établi en amont par les équipes pédagogiques.



Source : Baromètre Trajectoires / Afev
enquête réalisée en mai/juin 2021 auprès de 882 collégiens



Partie 4

Conditions de vie et d'emploi en Normandie



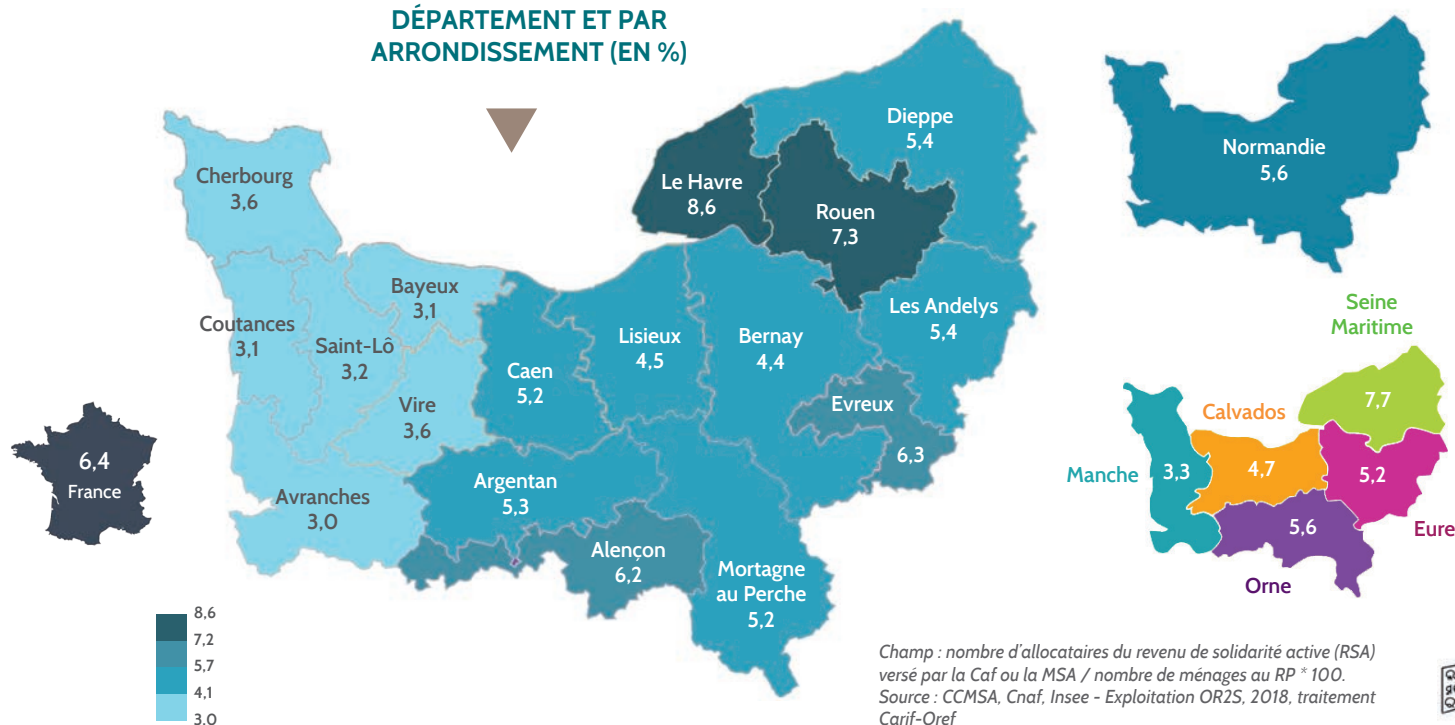
Source : Lancôme, Write her future (programme international de lutte contre l'illettrisme des jeunes femmes)

Certaines conditions de vie et d'emploi sur notre territoire peuvent constituer des terrains propices à l'apparition d'un phénomène d'illettrisme mais il ne s'agit pas ici de stigmatiser les populations précarisées ni de pointer l'illettrisme comme un problème uniquement d'origine sociale. Le risque d'illettrisme est souvent la résultante de ce qui n'a pas été appris ou mal acquis à l'école mais celle-ci n'est pas la seule responsable. La question de l'éloignement socio-culturel des classes sociales défavorisées est également posée.

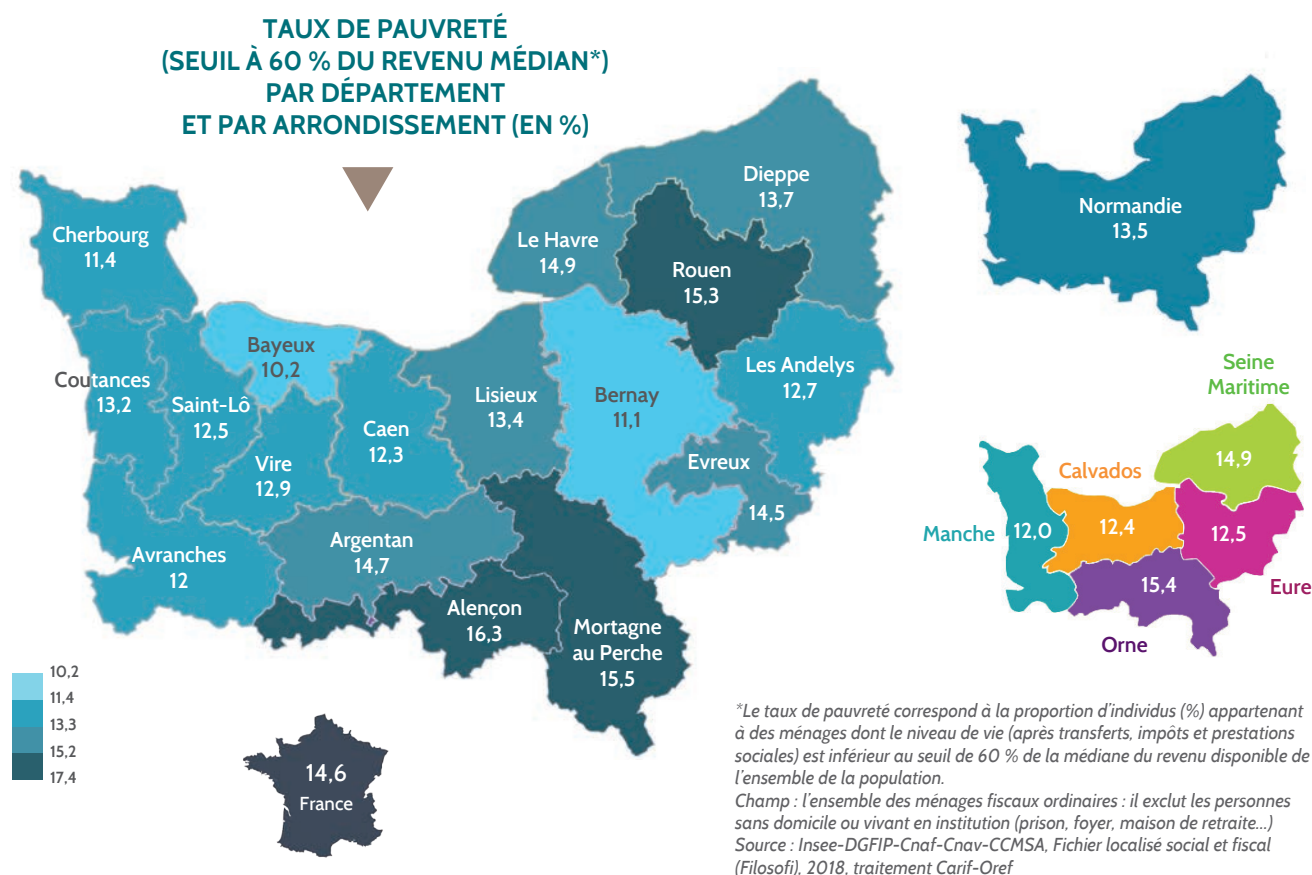
QUELQUES FACTEURS EXPLICATIFS A L'APPARITION D'UN PHÉNOMÈNE D'ILLETTRISME ?

LE TAUX MOYEN D'ALLOCATAIRES DU RSA EST DE 5,6 %

TAUX D'ALLOCATAIRE DU RSA PAR
DÉPARTEMENT ET PAR
ARRONDISSEMENT (EN %)



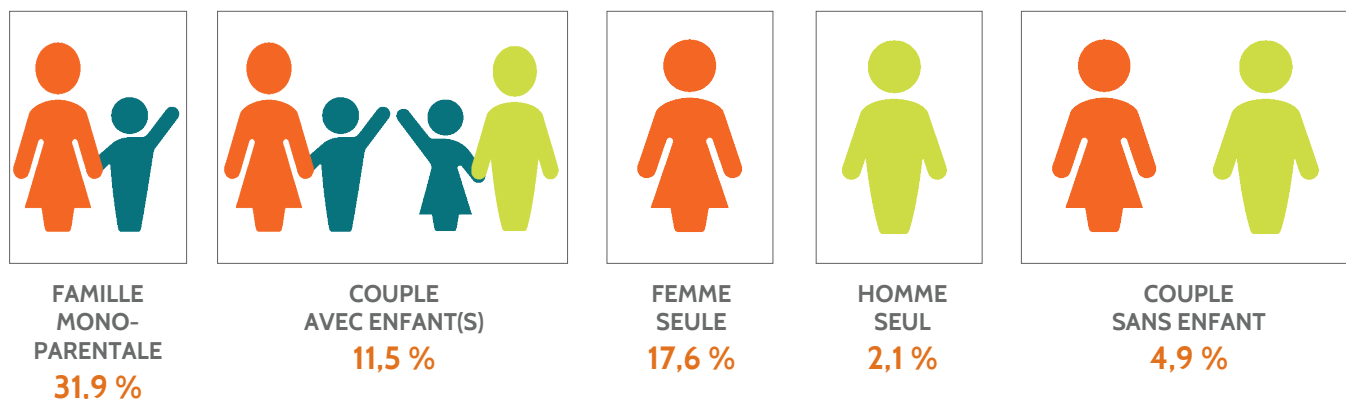
LES DÉPARTEMENTS SÉINOMARIN ET ORNAIS PLUS AFFECTÉS PAR LA PAUVRETÉ



Le seuil fixé à 60 % du revenu médian équivaut à un revenu disponible de 1 100 € par mois pour une personne seule, 1 650 € pour un couple ou encore 2 300 € pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans. En Normandie, 193 000 ménages (soit 431 500 personnes) vivent sous le seuil de pauvreté monétaire soit 13,5 % des Normands (14,6 % pour la France métropolitaine), ce taux variant de 10,2 % à 16,3 % selon l'arrondissement. La Seine-Maritime et l'Orne sont plus touchés par la pauvreté que les trois autres départements normands.

LES FAMILLES MONOPARENTALES PLUS TOUCHÉES PAR LA PAUVRETÉ

TAUX DE PAUVRETÉ (AU SEUIL DE 60 %) SELON LE TYPE DE MENAGE



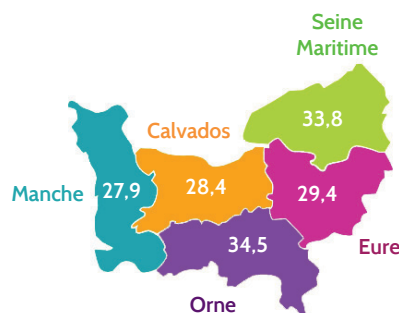
Source : Insee, Filosofi 2018, traitement Carif-Oref



En Normandie, les femmes sont plus affectées que les hommes par la pauvreté :

- près de 32 % des familles monoparentales vivent sous le seuil de pauvreté, et 8 sur 10 de ces familles ont une femme comme personne référente. Ce taux (%) varie selon les départements :
- cette pauvreté touche 18 % des femmes vivant seules.

11,5 % des couples avec enfants sont également concernés par la pauvreté alors que les couples sans enfant sont beaucoup moins touchés (4,9 %).

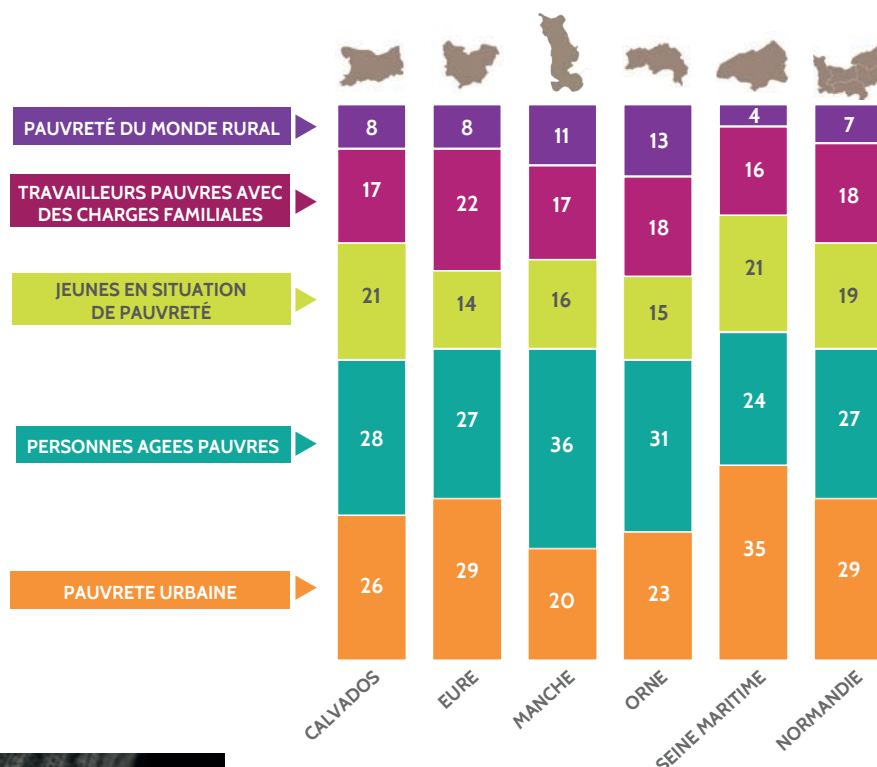


UNE DIVERSITÉ DÉPARTEMENTALE DES PROFILS DE PAUVRETÉ

Cinq profils socio-démographiques vivant sous le seuil de pauvreté sont identifiés. Pour chaque département des profils sont plus prégnants que d'autres :

- En Seine-Maritime, une part de la pauvreté urbaine et des jeunes en situation de pauvreté plus marquée
- Des retraités pauvres et la pauvreté du monde rural surreprésentés pour la Manche et l'Orne
- Pour le Calvados et l'Eure, pas de profil « spécifique » si ce n'est davantage de jeunes en situation de pauvreté dans le Calvados, et de travailleurs pauvres avec des charges familiales dans l'Eure.

RÉPARTITION DES CINQ PROFILS DE PAUVRETÉ PAR DÉPARTEMENT (EN %)



Source : Insee, Filosofi 2018, traitement Carif-Oref



UN « NIVEAU DE VIE »* INFÉRIEUR À CELUI DU NATIONAL

La Normandie compte 1 438 006 ménages fiscaux, soit 3 208 287 personnes et la médiane de revenu disponible par unité de consommation est de 21 380 € contre 21 930 € pour la France métropolitaine. La part des ménages fiscaux imposés est de 54,8 % (57,6 % pour la France métropolitaine).

*Le revenu disponible par unité de consommation (UC), également appelé «niveau de vie», est le revenu disponible par «équivalent adulte». Il est calculé en rapportant le revenu disponible du ménage au nombre d'unités de consommation qui le composent.

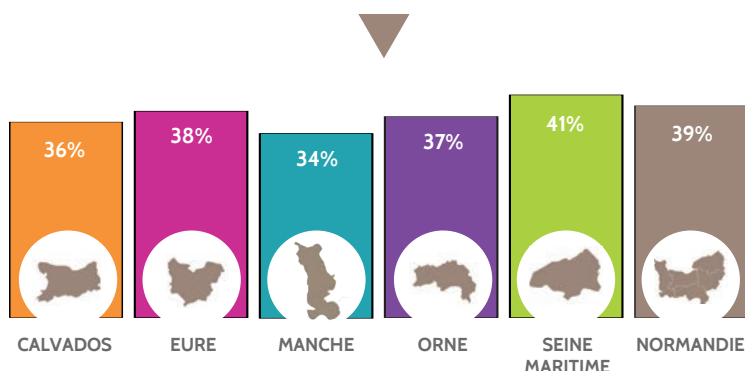
MÉDIANE DE REVENU DISPONIBLE PAR UNITÉ DE CONSOMMATION ET PART DES MÉNAGES FISCAUX IMPOSÉS PAR DÉPARTEMENT

	LA MÉDIANE DE REVENU DISPONIBLE PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (EN €)	LA PART DE MÉNAGES FISCAUX IMPOSÉS (EN %)
Calvados	21 730	56,1
Eure	21 790	58,0
Manche	21 250	51,6
Orne	20 350	48,2
Seine-Maritime	21 300	55,4

Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.
Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Cmsa. Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) en géographie au 01/01/2021, traitement Carif-Oref

39 % DES DEMANDEURS D'EMPLOI SONT DES CHÔMEURS DE LONGUE DURÉE

PART DES CHÔMEURS DE LONGUE DURÉE PAR DÉPARTEMENT



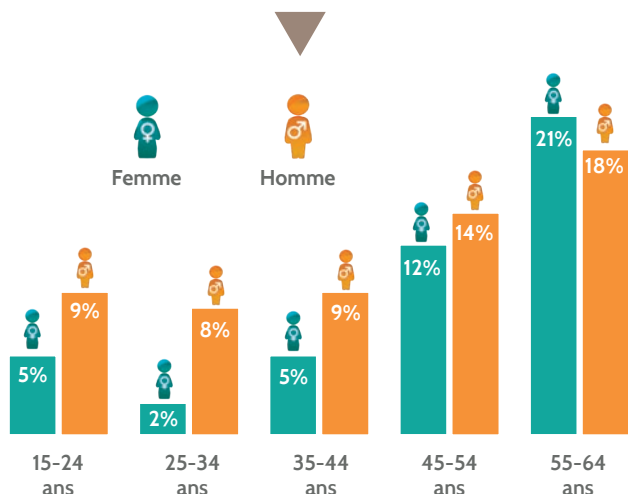
Champ : demandeurs d'emploi restés 12 mois en catégorie A (en recherche d'emploi) pendant les 15 derniers mois parmi les demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C
Source : Pôle emploi, STMT, décembre 2021, traitement Carif-Oref

En Normandie, au 4^e trimestre 2021, 39 % des demandeurs d'emploi étaient des chômeurs de longue durée, soit 55 778 sur 144 769 demandeurs d'emploi. La part des demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi varie de 34 % à 41 % selon les départements.



UN NORMAND EN EMPLOI SUR DIX N'A AUCUN DIPLÔME

PART DES ACTIFS NORMANDS EN EMPLOI NON-DIPLÔMÉS PAR CATÉGORIE D'ÂGE SELON LE GENRE



Source : Insee, RP 2018, , traitement Carif-Oref

11 % des hommes et 9 % des femmes en emploi âgés de 15 à 64 ans n'ont aucun diplôme.

Ce sont les catégories d'âge 45-54 ans et 55-64 ans qui comptent une part plus importante d'actifs en emploi non diplômés. Pour les 55-64 ans, cette part représente deux personnes en emploi sur dix.

QUEL ENVIRONNEMENT FAMILIAL ET CADRE DE VIE POUR LES 0-17 ANS ?

► L'indice de position sociale (IPS)* moyen des parents est de 101,4. Une valeur d'IPS élevée traduit un milieu social plus favorable mais aussi plus propice à la réussite scolaire de l'élève. A contrario, une valeur plus basse traduira des difficultés scolaires plus fréquentes et des orientations moins ambitieuses pour l'enfant, à résultats scolaires équivalents.(103,9 en France métropolitaine + Drom)



*La DEPP a développé l'IPS pour décrire le milieu social des familles. Cet indicateur attribue une valeur quantitative aux catégories socio-professionnelles de chaque couple de parents à partir des données des établissements scolaires, il varie entre 32 et 179 (en 2020).

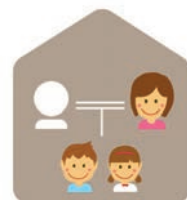
► 33,1 % ont leurs deux parents qui ont un diplôme inférieur au baccalauréat voire aucun diplôme et 23,4 % ont leurs deux parents diplômés de l'enseignement supérieur. (Respectivement 29,5 % et 29,0 % en France métropolitaine + Drom)



► 7,8 % ont au moins un parent qui est au chômage de longue durée. Cette insécurité économique peut affecter l'enfant dans sa scolarité d'un point de vue matériel ou/et psychologique. (8,8 % en France métropolitaine + Drom)



► 19,3 % vivent au sein d'une famille monoparentale. En Normandie, 81,1 % des parents de familles monoparentales sont des mères, 34 % de ces mères monoparentales sont sans emploi. Considérant que les femmes sont davantage confrontées à la précarité de l'emploi et à la pauvreté, ceci peut influencer sur la réussite et le parcours scolaire. (20,3 % en France métropolitaine + Drom)



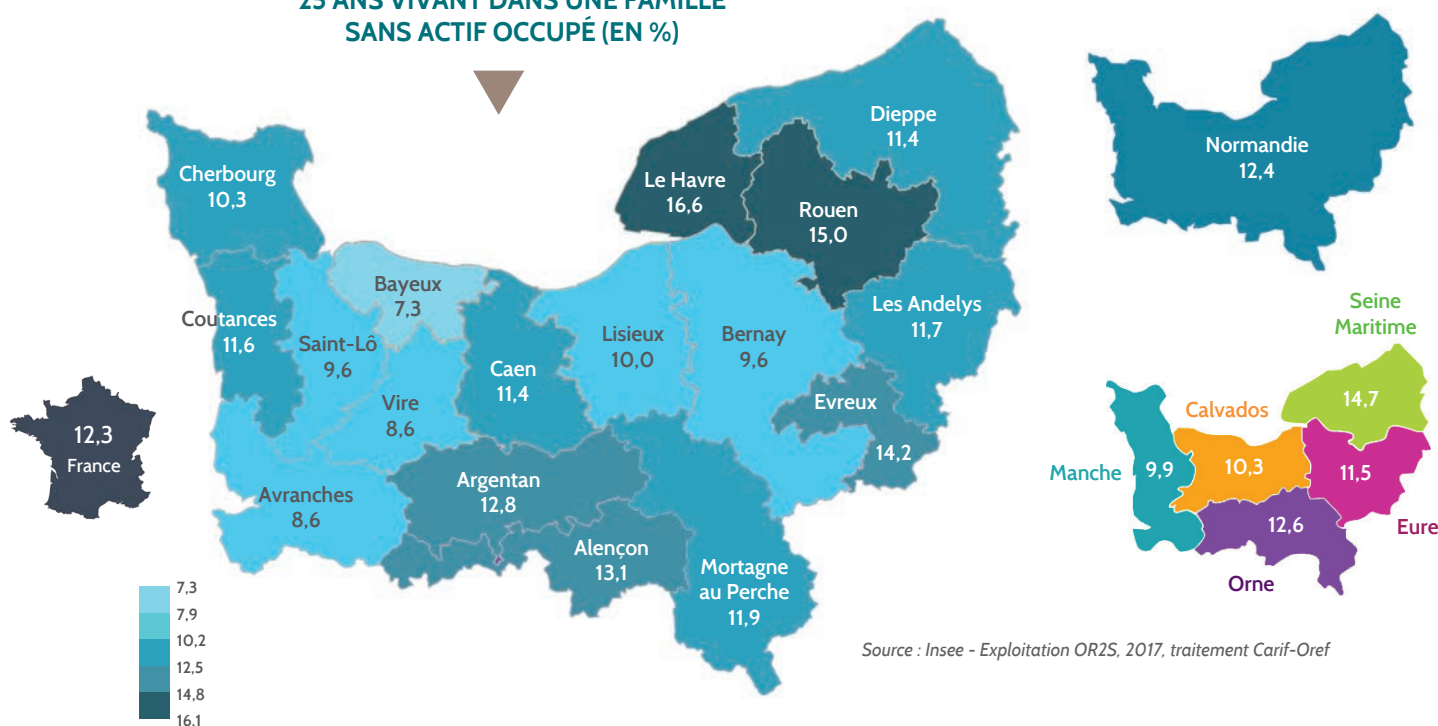
► 6,8 % vivent dans un logement surpeuplé. La part des enfants vivant en logement surpeuplé est notamment corrélée au coût élevé des logements. La Normandie est davantage épargnée par ce constat avec un taux de jeunes vivant dans un logement surpeuplé deux fois inférieur à celui du national. (13,9 % en France métropolitaine + Drom)



Source : IPS : DEPP-MENJS, Système d'information Scolarité, rentrée 2020, traitement Carif-Oref
Autres données : Insee, Recensement de la population 2017, exploitation complémentaire, traitements DEPP-MENJS

PRÈS DE 104 000 ENFANTS DE MOINS DE 25 ANS VIVENT DANS UNE FAMILLE SANS ACTIF OCCUPÉ

PART DES ENFANTS DE MOINS DE 25 ANS VIVANT DANS UNE FAMILLE SANS ACTIF OCCUPÉ (EN %)



Source : Insee - Exploitation OR2S, 2017, traitement Carif-Oref

La part des enfants de moins de 25 ans vivant dans une famille sans actif occupé est particulièrement importante en Seine-Maritime (14,7 %) et dans l'Orne (12,6 %) avec un taux supérieur à la moyenne régionale (12,4 %).



ZOOM SUR

Plan de soutien aux associations de solidarité : les lauréats en Normandie

En avril 2021, le ministre des Solidarités et de la Santé a annoncé un soutien exceptionnel de 100 millions d'euros au profit de 33 projets nationaux et 576 projets régionaux, portés par des associations de lutte contre la pauvreté. Les associations avaient répondu à un appel à projets dans le cadre du plan « France relance ». En Normandie, 27 projets ont été retenus, ils seront financés à hauteur de 2,7 millions d'euros.

Plusieurs champs d'actions sont ainsi couverts :

- l'accès aux biens essentiels
- l'accès à la santé
- l'accès aux droits
- la couverture des territoires ruraux et la lutte contre l'isolement
- les actions « d'aller-vers »*
- le renforcement des parcours d'insertion sociale et professionnelle par le soutien à la parentalité et la levée des freins périphériques et la réduction des inégalités femmes-hommes.

Découvrir les projets retenus à l'échelle régionale et départementale

* « L'aller vers » est une démarche qui rompt avec l'idée que l'intervention sociale ferait systématiquement suite à une demande exprimée. Elle permet d'intégrer dans les pratiques des acteurs sociaux les situations de non-demande de certains publics (pas seulement des personnes vulnérables) et les engage à se situer dans une pratique pro-active, pour entrer en relation avec ces publics.



Partie 5

Accès au numérique / situation d'illectronisme



Source : Lancôme, Write her future (programme international de lutte contre l'illectronisme des jeunes femmes)

L'illectronisme encore appelé illettrisme numérique est l'inaptitude d'un individu à utiliser les appareils numériques et les outils informatiques du quotidien. Ce phénomène concerne 16.5 % de la population soit plus de 13 millions de personnes en France. Parmi elles se trouvent des personnes confrontées à l'illectronisme. Ces dernières sont doublement pénalisées parce qu'elles ne maîtrisent pas les autres compétences de base (lire, écrire, calculer). Or, l'accès au numérique et les compétences nécessaires sont souvent indispensables pour apprendre, travailler, avoir accès aux soins, faire des démarches administratives..., un fait qui s'est renforcé avec la crise sanitaire, et plus particulièrement pendant les périodes de confinement.

En effet, le télétravail, l'école à distance, les courses en ligne, le développement du « click and collect », les consultations médicales en visio, et les loisirs au domicile se sont développés ces deux dernières années. Ces nouvelles habitudes numériques creusent les inégalités et mettent au ban les personnes les plus fragiles. Les foyers les plus modestes, les personnes les plus âgées, les moins diplômées, les agriculteurs et les ouvriers sont les plus touchés par l'illectronisme.

12 % DES FRANÇAIS N'ONT PAS D'ÉQUIPEMENT INTERNET ET PRÈS DE LA MOITIÉ PRÉSENTE AU MOINS UNE INCAPACITÉ NUMÉRIQUE

L'ÉQUIPEMENT, L'USAGE D'INTERNET ET LA CAPACITÉ NUMÉRIQUE (EN %)



*information, communication, logiciel ou résolution de problème

Champ : individus de 15 ans ou plus, France hors Mayotte.

Source : TIC ménages 2019.

12,0 % des Français n'ont pas d'équipement internet et 15,2 % n'ont pas utilisé internet sur l'année.

Parmi, l'ensemble de la population française, près de la moitié des Français dit avoir au moins une incapacité numérique soit sur :

- la recherche d'information (sur des produits et services marchands ou administratifs,...),
- la communication (envoyer ou recevoir des courriels,...),
- la résolution de problèmes (accéder à son compte bancaire par Internet, copier des fichiers,...),
- l'usage de logiciels (traitement de texte,...).

Ces quatre domaines de compétences sont très liés, et une personne qui n'a aucune de ces capacités numériques est en situation d'illectronisme. En France, ils représentent 16,5 % de la population.



LE PROFIL DES PERSONNES EN SITUATION D'ILLECTRONISME



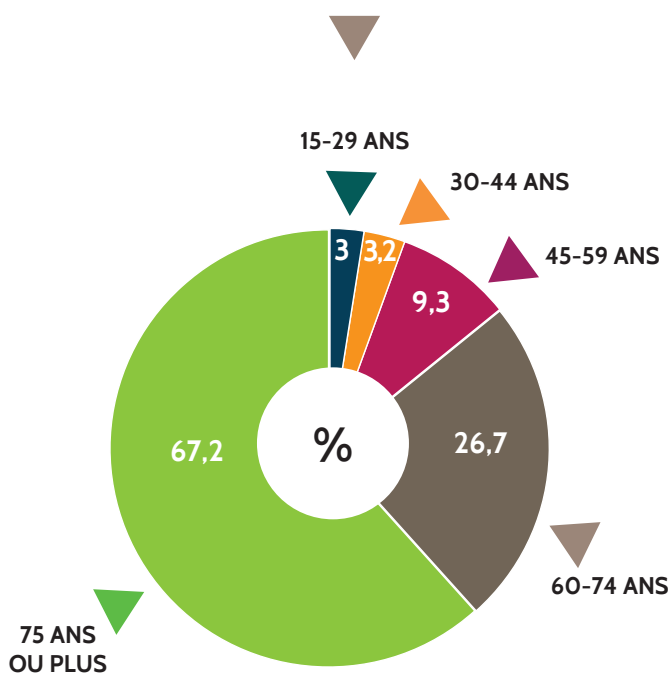
17,4 %



15,5 %



PART DES PERSONNES EN SITUATION D'ILLECTRONISME SELON LA CATÉGORIE D'ÂGE (EN %)



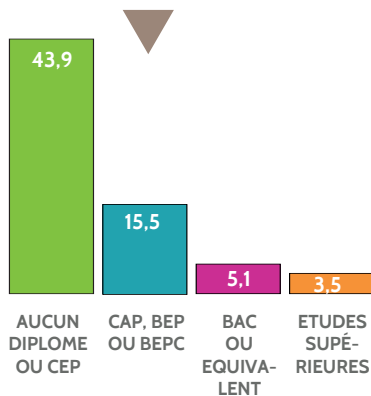
67,2 % des 75 ans et plus sont en situation d'illectronisme. Cette part est beaucoup plus faible pour les catégories moins âgées, elle n'en reste pas moins préocupante, notamment chez les 15-29 ans et 30-44 ans (3,0 % et 3,2 %).

QUATRE PERSONNES EN SITUATION D'ILLETRONISME SUR DIX N'ONT PAS DE DIPLÔME

La part des personnes en situation d'illectronisme diminue avec un niveau de diplôme plus élevé.

Ainsi, les diplômés du supérieur ne sont que 3,5 % à être en situation d'illectronisme, soit une part douze fois moins importante que les non diplômés.

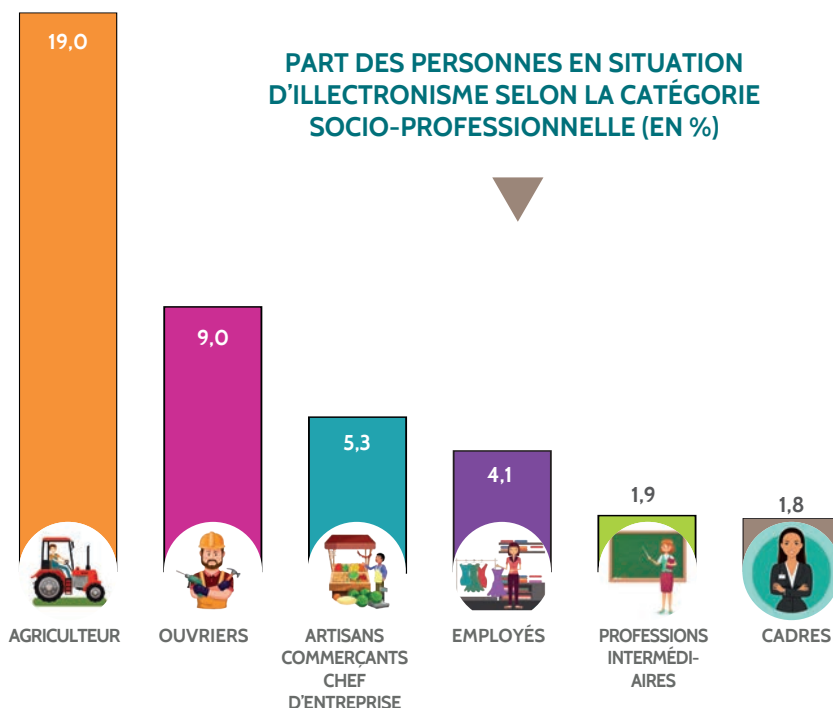
PART DES PERSONNES EN SITUATION D'ILLETRONISME SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME (EN %)



Champ : individus de 15 ans ou plus, France hors Mayotte
Source : TIC ménages 2019, traitement Carif-Oref

LES AGRICULTEURS ET LES OUVRIERS PLUS CONCERNÉS PAR L'ILLETRONISME

PART DES PERSONNES EN SITUATION D'ILLETRONISME SELON LA CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (EN %)



Ce sont les agriculteurs et les ouvriers qui sont davantage en situation d'illectronisme avec respectivement 19,0 % et 9,0 % d'entre eux.

A contrario, cette part est beaucoup plus faible pour les professions intermédiaires et les cadres.

Champ : individus de 15 ans ou plus, France hors Mayotte
Source : TIC ménages 2019, traitement Carif-Oref

L'INCLUSION NUMÉRIQUE À L'HEURE DU COVID

Selon une étude du Credoc, la part des personnes sans aucun accès à internet n'a pas changé entre 2019 et 2020 (9 %). Ce sont les personnes qui en étaient déjà pourvues qui ont augmenté leur équipement.

Pour chacune des six principales actions menées pendant les périodes de confinement la majorité des personnes a réussi seule et sans difficulté mais différemment selon l'action menée.

Ainsi la part de celles qui ont réussi seules et sans difficulté est de :

- 88 % pour échanger avec leurs proches
- 87 % pour rechercher de l'information sur la pandémie
- 79 % pour les démarches administratives
- 75 % pour télétravailler
- 72 % pour une consultation médicale en ligne
- 63 % pour suivre la scolarité des enfants

Pour cette dernière action, 25 % disent avoir réussi seuls, mais au prix de difficultés et 8 % ont sollicité une aide extérieure.

A savoir : lorsqu'ils n'arrivent pas à réaliser une démarche en ligne, 56 % des Français interrogés préfèrent un accompagnement humain et pédagogique pour leur expliquer comment réaliser la démarche seul plutôt qu'on la fasse à leur place.

Source : Baromètre du numérique 2021, Credoc



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
France services

Besoin d'aide pour vos démarches administratives et numériques du quotidien ?



PROCHE DE VOUS, PROCHE DE CHEZ VOUS

Les agents France services vous accueillent et vous accompagnent pour toutes vos démarches du quotidien.

ZOOM SUR

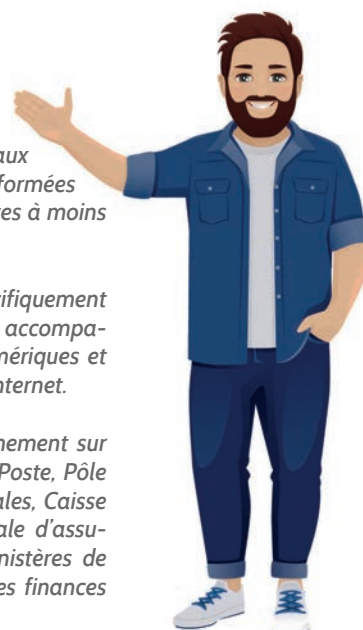
France Services en Normandie

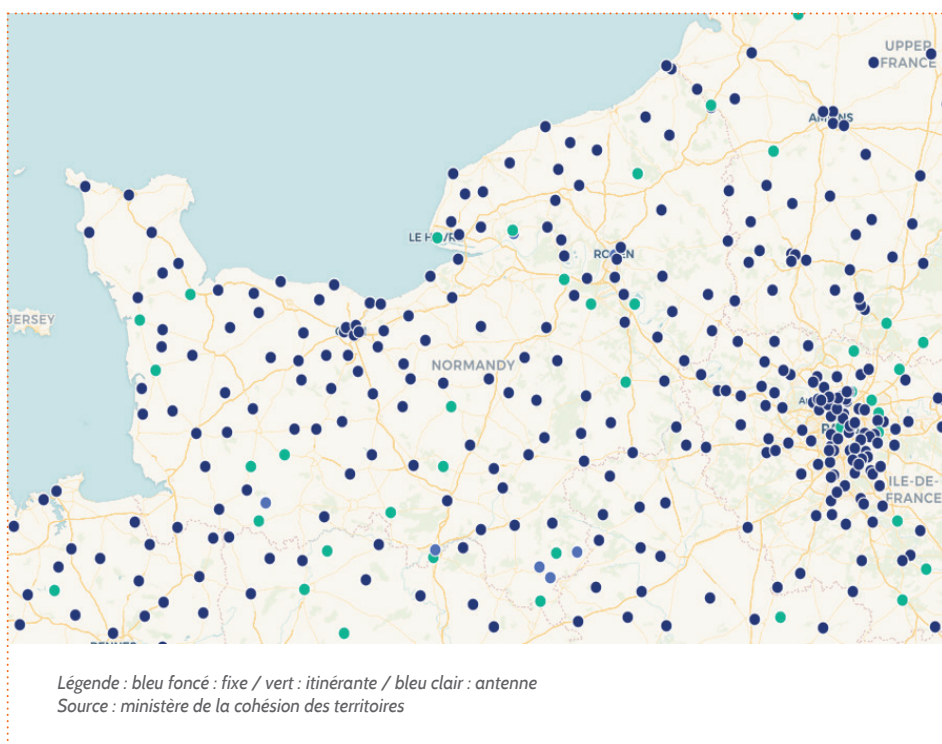
France Services permet à tout citoyen un accès aux services publics et un accueil par des personnes formées qui l'aideront dans ses démarches administratives à moins de 30 minutes de son domicile.

Les agents formés à des outils numériques spécifiquement développés pour aider les usagers peuvent les accompagner dans leurs démarches et leurs usages numériques et former les personnes éloignées des usages de l'Internet.

Chaque France Services permet un accompagnement sur les démarches de 9 partenaires nationaux : La Poste, Pôle emploi, Caisse nationale des allocations familiales, Caisse nationale d'assurance maladie, Caisse nationale d'assurance vieillesse, Mutualité sociale agricole, ministères de l'Intérieur et de la Justice, Direction générale des finances publiques.

A ce jour les 159 France Services normands couvrent le territoire grâce à l'ouverture de nouveaux lieux et la labellisation des espaces publics numériques et des espaces numériques mobiles (notamment pour les habitants des zones blanches (non couvertes par le réseau)).





Calvados :
41 fixes

Eure :
23 fixes, 5 itinérantes

Manche :
19 fixes, 5 itinérantes, 6 antennes

Orne :
12 fixes, 7 itinérantes, 7 antennes

Seine-Maritime :
26 fixes, 6 itinérantes, 2 antennes

Aller plus loin ► Réduire la fracture numérique : le rôle-clé de la médiation



Partie 6

La Lecture : Grande Cause nationale



La lecture est un sésame. Elle s'offre et s'impose au quotidien. Elle apprend, informe, transmet, oriente, invite à l'imaginaire, permet l'esprit critique, bouscule, interroge, se partage... Elle est la bulle qui abrite, répare, nourrit. Elle est le vent qui emmène plus loin. Elle éclaire les horizons. À tout âge, elle fait grandir.

Extrait du manifeste du collectif « L'Alliance pour la lecture »



PRÉSENTATION DE LA GRANDE CAUSE NATIONALE DÉDIÉE À LA LECTURE

Pour l'année 2021-2022, la lecture a été érigée en Grande Cause nationale par le président de la République. La lecture constitue un vecteur de transmission du savoir, de culture, d'égalité des chances et, au-delà, d'épanouissement personnel pour tous.

Le 24 novembre 2021, le premier ministre a attribué le label Grande Cause nationale 2021/22 au collectif de 70 structures du champ culturel, social,

médico-social, éducatif, de la prévention et du recul de l'illettrisme, et de la lutte contre la pauvreté, pour la dignité et la solidarité réunies au sein de « L'Alliance pour la lecture ». L'enjeu de ce collectif est de faire de la lecture un facteur d'inclusion sociale et de lutte contre les inégalités partout en France.

Le collectif fait appel à la générosité de tous pour :

- devenir bénévole pour des actions d'accompagnement,
- faire des dons en faveur d'actions spécifiques,
- s'engager en devenant passeur de lecture,
- relayer les spots et les appels à générosité auprès de ses réseaux, ses amis, sa famille.



QUELQUES CHIFFRES CLÉS NATIONAUX RELAYÉS PAR LE COLLECTIF L'ALLIANCE POUR LA LECTURE

Des précisions sur certains de ces chiffres sont à retrouver dans les rubriques précédentes de l'étude



16 %
de la population
âgée de 18 à 65 ans
est en difficulté
avec l'écrit



23 %
de la population
carcérale est en
situation
d'illettrisme



Plus de 90 %
des ouvrages
publiés en France
sont inaccessibles
aux personnes
empêchées
de lire du fait
d'un handicap



57 %
des français ont
envie de lire plus,
71 % considèrent
que c'est utile
« pour réussir sa vie
professionnelle »
et 93 % qu'il est
important de
« lire pour le plaisir »



Près de 20 %
des élèves
ne possèdent pas
les compétences
nécessaires pour lire
et apprendre à
l'entrée au collège



**Pour 1 français
sur 4**
les conseils de
lecture sur internet
(blogs, sites) ou les
réseaux sociaux sont
incitatifs à la lecture,
notamment pour
les plus jeunes



2,5 MILLIONS
de personnes
(7 % de la population)
sont en situation
d'illettrisme
dont 60,5 % sont
des hommes



**Plus de 1 jeune
sur 10**
a une maîtrise fragile
de la lecture



62 %
des hommes
et **46 %**
des femmes
déclarent
spontanément lire
peu ou pas du tout
de livres



**Le taux
d'illettrisme**
est 2 fois supérieur
à la moyenne
nationale, dans les
quartiers couverts
par la politique
de la ville



**Plus de
7 millions**
d'enfants et
d'adultes sont
atteints de troubles
spécifiques du
langage et des
apprentissages
(troubles Dys)

**l'alliance
pour la
lecture**

#lectureGrandeCausse



En savoir plus ► <https://alliancepourlalecture.fr/>



TÉMOIGNAGE DE CORINNE DO NASCIMENTO DE L'ASSOCIATION LIRE À VOIX HAUTE NORMANDIE



Pouvez-vous nous expliquer en quelques mots la genèse de votre association ?

L'association Lire à Voix Haute Normandie a pour but de promouvoir, développer, gérer tout moyen propre à permettre l'accès à la culture aux enfants, dès la toute petite enfance, et aux adultes, en privilégiant le livre et le récit. C'est une association Loi 1901, qui mène une action de prévention culturelle : elle s'inscrit dans une pratique de lecture individualisée au sein du groupe, et dans la réflexion théorique sur les enjeux du livre et du récit dans le développement du jeune enfant.

L'association a été créée à Dieppe en juin 1998, dans la filiation éthique et philosophique de l'association A.C.C.E.S. (Actions Culturelles contre les Exclusions et les Ségrégations). Cette association fondée par trois pédopsychiatres : Tony Lainé, Marie Bonnafé et René Diatkine cherche à réduire les inégalités culturelles présentes dès la petite enfance.

Sylvie Joufflineau, la fondatrice de l'association Lire à Voix Haute Normandie, rencontre A.C.C.E.S. en 1988. La place faite à l'enfant et à sa famille, en privilégiant les familles les plus éloignées du livre, l'importance du livre et du récit dans le développement du jeune enfant, la littérature de jeunesse comme une littérature à part entière, le travail en partenariat entre les professionnels de l'enfance, et du livre, et la manière sensible et singulière de cette proposition culturelle constituent les fondements d'A.C.C.E.S. et constitueront le socle de l'association Lire à Voix Haute Normandie, s'inscrivant ainsi dans la filiation éthique et philosophique d'A.C.C.E.S.



Quelles sont les actions récurrentes que vous menez ?

Nous menons un travail de prévention culturelle :

Au niveau départemental :

- Les lectures partagées, dans des lieux les plus divers, constituent le socle du travail de l'association. Nous allons lire des albums de littérature de jeunesse, dans les structures qui en font la demande : au sein même des structures petite enfance telles que haltes garderies, crèches, lieux d'accueil parents enfants, relais bébé des restos du cœur, centres de loisirs, classes de maternelle... mais aussi les lieux du livre : bibliothèques, en milieu rural ou urbain.
- Les actions « hors les murs » avec le camion aménagé « Livres en balade », qui permettent d'aller à la rencontre des publics, dans des lieux ouverts : pieds des immeubles, bacs à sable et squares, terrains d'accueil désignés ou non des gens du voyage...



Chaque projet est toujours réfléchi et construit avec la ou les structures qui en font la demande. A l'issue de chaque séance de lecture, une prise de notes est effectuée par les lectrices, lecteurs sur la séance qui vient de se dérouler. Et chaque fois que possible une formation des équipes ou d'une partie des équipes en place est assurée, afin que le relais soit pris à terme, et que le projet perdure au-delà de notre départ.

Au niveau régional :

Les Observatoires trimestriels : un lieu de rencontre, d'échanges, de formation, gratuit et ouvert à tous. Depuis 2001, nous animons cet observatoire autour des projets de lectures individualisées au sein du groupe. Des situations de ces lectures sont rapportées par une lectrice, lecteur et partagées avec l'ensemble des participants ; ces situations rapportées sont le fruit des



notes prises après les séances de lecture. Des professionnels d'horizons très divers y participent : petite enfance, enfance, travailleurs sociaux, enseignants, bibliothécaires, animateurs socio culturels... certains menant des projets de longue date, et d'autres, stagiaires, découvrant cette pratique.

Ce temps d'échanges et de formation continue est à nos yeux essentiel : il permet aux professionnels de se rencontrer, de rompre l'isolement des professionnels de terrain, mais aussi de penser et réfléchir en continu ses pratiques, les interroger ; partager ses difficultés, ses doutes, face aux multiples propositions parfois contradictoires et déséquilibrantes qui sont faites par les médias.

Au niveau national :

- Une formation initiale de 2 jours qui aborde les points fondamentaux de la lecture avec les jeunes enfants.
- Une nouvelle architecture de formation développée avec plusieurs partenaires régionaux dont l'objectif est d'accompagner sur le long terme les équipes d'un territoire donné, en mixant les structures du livre, les structures de la petite enfance, les structures médico-sociales... dans le développement d'un projet local autour du livre et de la petite enfance.
- Des formations à la carte peuvent être également élaborées en fonction des besoins spécifiques des structures, par exemple : comment associer parents et adultes à ces séances de lecture,...

Votre approche est différente de certaines structures : vous laissez l'enfant acteur de ses désirs de lecture. Comment cela se passe concrètement ?

Le dispositif que nous mettons en œuvre, dans tous les lieux où nous allons partager des lectures est toujours le même. Notre approche est en effet singulière et différente de certaines propositions, ainsi nous tenons à :

- Inscrire chaque projet dans la durée : les projets sont toujours envisagés et construits pour plusieurs séances régulières, pour une année, une année scolaire, avec les écoles, les crèches par exemple... ou un rendez-vous régulier lors de chaque vacances scolaires.
- Inscrire chaque séance dans la durée : nous nous installons dans la structure pour deux heures de lecture partagée. Pour les lectures hors les murs, grâce à un fonds du camion riche de 900 albums jeunesse, nous pouvons nous installer pour 4 heures de lecture, ou plus !



Et nous intervenons toujours en présence et sous les yeux des parents, adultes tutélaires, professionnels, en les incitant à participer à leur rythme à la séance.

Nous laissons l'enfant libre de ses choix, que nous validons en lisant pour chacun à son rythme, à sa manière : en répétant plusieurs fois la lecture d'un même album par exemple, car nous savons que la répétition est essentielle pour l'enfant, en le laissant se détourner en s'absorbant dans un livre lu par la lectrice à un autre enfant à nos côtés ... De même, en permettant à un enfant de ne pas lire, mais de jouer à nos côtés, mais aussi en le laissant toujours libre de ses mouvements : l'enfant peut s'interrompre à tout moment, partir jouer et revenir, mettre en mouvement ses émotions.

Nous savons que l'enfant a besoin de bouger pour entendre, élaborer ce qui vient d'être partagé. La lecture individualisée rend tout cela possible ! Chaque lecteur, lectrice est au rythme de chaque enfant, c'est l'enfant qui est le guide.

La question des espaces est aussi essentielle puisque nous allons au-devant des familles et des enfants dans des lieux qui ne sont pas des lieux culturels.

Cette proposition culturelle, dégagée de toute intention pédagogique, thérapeutique ou réparatrice nous paraît d'autant plus urgente et nécessaire, que nous constatons une anxiété croissante chez les jeunes parents, quant aux apprentissages, ceux de la lecture notamment... Anxiété qui génère une pression importante pour les enfants très jeunes, dès la première année de maternelle, et dont on sait combien elle est contre-productive et parfois délétère... Les parents présents lors des lectures partagées, dans ce contexte particulier, dans cette pratique simple qui favorise le mimétisme, osent peu à peu, s'autorisent à feuilleter, ouvrir, regarder avec l'enfant, ou seul, un album, un imagier, avant de le partager...



En quoi vos actions préviennent-elles l'illettrisme sur notre territoire ?

En trente ans, le contexte social a évolué, mais les besoins restent intacts : 8% de la population est concernée dans notre région. L'association a initié et a partagé des lectures dans les lieux les plus divers, et formé des centaines de professionnels, bénévoles, stagiaires...sur notre territoire, tant en zone urbaine que rurale (quelques exemples : salle d'attente de PMI à Cany Barville, Doudeville, Fontaine, et dans toute la vallée de la Bresle...).

La question de la prévention de l'illettrisme s'intéresse évidemment à la question de l'apprentissage de la lecture dans l'enfance, et en cela, notre dispositif contribue à nourrir l'enfant dès le plus jeune âge de cette langue du récit, à nourrir sa curiosité, à enrichir son vocabulaire, à lui permettre de rencontrer et jouer avec les temps du récit : présent, imparfait, passé simple...sans intention pédagogique, mais de manière absolument ludique.

Les enfants plus grands, près adolescents fréquentent eux aussi régulièrement le camion, lors des séances hors les murs. Des projets de lectures d'albums ont également été menés avec des collégiens qui en début d'année choisissaient des imagiers, ou des albums cartonnés, pour partager en fin d'année des albums complexes avec les enfants de la maternelle voisine.

Cela s'est vérifié également avec des lycéens, au Lycée Françoise de Grâce au Havre pour des élèves en grande difficulté avec l'écrit. Le format court des albums, le rapport texte -image que les adolescents excellent à décoder, la dimension relationnelle, bien sûr, ont permis à tous les élèves de cette classe de 1^{ère} de partager des lectures en fin d'année avec la maternelle voisine... certains ont prolongé les rencontres au-delà du projet et se sont inscrits à la bibliothèque voisine, pour emprunter les livres dont ils avaient besoin ...

Nous pourrions encore citer les jeunes femmes mineures, dans le foyer d'accueil d'hébergement d'urgence de Canteleu, ou encore dans le foyer de l'enfance les Dentelles à Dieppe, certaines non-lectrices de textes, demandant des lectures d'albums pour elles-mêmes, avant de pouvoir les partager à leur manière avec leurs nouveau-nés....

Enfin, cette jeune femme rencontrée il y a 30 ans à la Ludothèque Petit Prévert à Dieppe, refusant alors toute lecture avec véhémence et agressivité... qui a fréquenté le lieu d'accueil parents enfants « Fable » pendant des années... que l'on retrouve 30 ans plus tard, fidèle de la bibliothèque J.Prévert du quartier, ou elle emprunte chaque semaine des livres pour ses petits-enfants....

Autant d'exemples qui nous montrent que ce dispositif s'adresse à tous les âges, et que nous contribuons, à notre façon, à prévenir l'illettrisme sur notre territoire, quand bien même, ce n'est pas notre vocation première.

La lecture grande cause nationale depuis 1 an, êtes-vous mobilisés en ce sens ?

Nous sommes mobilisés de fait, depuis l'origine de l'association il y a près de 25 ans, dans chaque séance de lecture, pour que chaque enfant, ait droit au meilleur de cette littérature de jeunesse, que chaque enfant rencontré puisse nourrir sa pensée, sa curiosité, son imaginaire, être à même de connaître, comparer, faire ses propres choix, d'entrer « en littérature », confronter sa pensée à celle d'un autre et grandir... de mener ces séances en y associant toujours les parents présents physiquement ou non, et tous les adultes tutélaires... afin que ces lectures se multiplient, fassent partie intégrante du quotidien.



Lire à Voix Haute Normandie a également fait partie du groupe de travail « livre et lecture » de la mission confiée à Sophie Marinopoulos par le Ministère de la Culture. Ce travail a conduit à la rédaction d'un rapport « Une stratégie nationale pour la Santé Culturelle Promouvoir et pérenniser l'éveil culturel et artistique de l'enfant de la naissance à 3 ans dans le lien à son parent (ECA-LEP) »

A l'échelle nationale, nous participons également au travail de l'Agence « Quand les livres relient », (Sylvie Joufflineau fait partie des membres fondateurs). Très récemment, LAVHN a fait partie d'un groupe de travail consacré à la valorisation des projets de lectures d'albums menés dans les salles d'attente de consultation PMI, qui conduira à la diffusion prochaine d'une série de podcasts, d'une brochure et d'un reportage photos.

Quels sont les projets de votre association ?

Un important projet de territoire est en cours de construction et de développement sur le quartier des Hauts de Rouen : des lectures ont déjà été menées dans 4 écoles maternelles, une crèche, et des lectures hors les murs lors des vacances scolaires. Ce projet vise à rencontrer un grand nombre d'enfants dans ce quartier, qui pourrait bénéficier de ces lectures dans les différents lieux fréquentés, depuis la crèche jusqu'à la fin de la maternelle et au-delà. C'est un projet ambitieux de territoire, qui pourrait à terme inclure d'autres structures ; bibliothèque de quartier, centre social, PMI ... et s'inscrire dans le CTL de la Ville de Rouen. Un autre projet de territoire devrait s'amorcer cet automne dans d'autres départements normands : Calvados, et Orne.

Le mot de la fin :

Ces dernières années, nous nous réjouissons que ce travail de fond exigeant, qui n'est ni spectaculaire ni médiatique, soit de plus en plus reconnu et légitimé par plusieurs dispositifs nationaux :

- le dispositif national Premières Pages, porté par le Ministère de la Culture
- le dispositif des Contrats Territoires Lecture (CTL), porté par les Directions Régionales des Affaires Culturelles
- la mission de Sophie Marinopoulos, initiée par le Ministère de la Culture
- le protocole d'accord pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants, signé entre le Ministère de la Culture et de la Communication et le Ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes

- la mission « Les 1000 premiers jours », porté par le Ministère de la Santé et des Solidarités
- la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, portée par le Ministère de la Santé et des Solidarités
- la programmation de la Politique de la Ville, porté par les collectivités territoriales et l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires
- le label « Cités éducatives », porté par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, le Ministère de l'Education Nationale et les collectivités territoriales.

Nous ne sommes pas tous lecteurs de textes, mais nous sommes tous lecteurs d'images, et les albums, à cet égard nous offrent une diversité et une richesse dans leurs formes, leurs contenus, leurs techniques, qui permettent à chacun d'y vivre une expérience esthétique ; c'est pour cette raison que nous les choisissons avec soin ! Chacun peut donc y trouver du sens, immédiatement, sans avoir à décoder préalablement les signes de la langue ; les albums permettent à tout âge, quel que soit le parcours de chacun, de nouer ou de renouer avec l'écrit.



Sitographie Bibliographie



Ipi Normandie
<https://www.ipi-normandie.fr/>

ANLCI
<http://www.anlci.gouv.fr/>

Les données recueillies à l'issus de la Journée Défense Citoyenneté (JDC)
<http://www.anlci.gouv.fr/Illettrisme/Les-chiffres/Niveau-national/Journee-Defense-Citoyennete>

1 jeune 1 solution
<https://www.1jeune1solution.gouv.fr/>

ORS-Creai Normandie
<http://orscreainormandie.org/>

Alliance pour la lecture
<https://alliancepourlalecture.fr/>

Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté
<https://solidarites-sante.gouv.fr/affaires-sociales/lutte-contre-l-exclusion/lutte-pauvrete-gouv-fr/>

Journée du refus de l'échec scolaire
<http://www.lab-afev.org/accueil/refusechecscolaire/>





Mission prospective sur l'illettrisme : rapport à monsieur le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports,
mai 2022, 60 p.



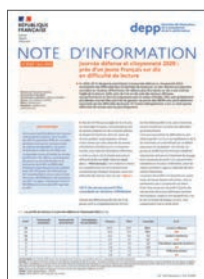
Baromètre du numérique,
Credoc, édition 2021



Atlas de l'illettrisme en France,
ANLCI, septembre 2022



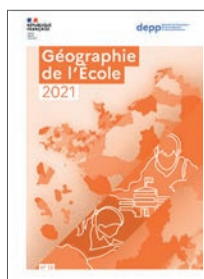
Une personne sur six n'utilise pas Internet, plus d'un usager sur trois manque de compétences numériques de base
Insee Première, n°1780, octobre 2019



Journée défense et citoyenneté 2020 : près d'un jeune Français sur dix en difficulté de lecture
Note d'information 21.27, Juin 2021



L'illectronisme en France
CSA / Syndicat de la presse sociale (SPS)
Juin 2018 - 39 p.



Géographie de l'école,
édition 2021



Ressources documentaires et pédagogiques du Cria / Carif-Oref de Normandie



Baromètre du rapport à l'école des enfants des quartiers populaires, Afev,
mai / juin 2021



Cartographie nationale du réseau des centres de ressources illettrisme et analphabétisme,
décembre 2018

Une approche des risques d'illettrisme par la démarche statistique

Normandie

Mise en page
Montages photo
Nathalie Grember
Carif-Oref de Normandie

Crédit photo
Adobe Stock

Septembre 2022

Directeur de la publication
Luc Chevalier
Carif-Oref de Normandie

Document réalisé par :

Analyse - Rédaction
Malyka Déméautis
Carif-Oref de Normandie

carif-oref
de normandie



Site de Caen
Unicité, Bat A
10 Rue Alfred Kastler
14000 CAEN

Site de Rouen
Atrium
115 boulevard de l'Europe,
BP 1152
76176 ROUEN Cedex



Tél : 02 31 95 52 00



Email : contact@cariforefnormandie.fr